

Masque obligatoire dans un pays sans asques : « On nous a dit que c'est obligatoire mais, on ne nous a rien donné Wo »

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 14 MAI 2020

605

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mali

L'UNTM interpelle le Gouvernement



Crise du Nord du Mali : L'état d'Azawad se confirme de plus en plus



Ali Nouhoum Diallo : «Le projet était que Soumaila Cissé ne revienne même pas à l'Assemblée »



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	Mali : L'UNTM interpelle le Gouvernement	P.4
Brèves	<p>Actions des jeunes volontaires contre le Covid-19 : La touche particulière du Ministre Touré P.12</p> <p>Attaye Ag Mohamed : « Le moyen de diversion politique qu'était Kidal à Bamako, ne fonctionne plus » P.13</p> <p>Lutte contre le terrorisme au centre du pays : Les FAMa neutralisent des GAT P.13</p> <p>Mali : L'Allemagne va se doter de nouveaux drones P.13</p> <p>Sécurité alimentaire au Mali : L'Allemagne débloque près de 12 millions de dollars pour accompagner les efforts de résilience du PAM P.14</p> <p>Sikasso : Affaire du cimetière vendu de Sanoubougou II : les vieux démons se réveillent P.14</p> <p>Baisse drastique du prix du coton au mali : La colère des cotonculteurs de la commune de Miria P.15</p> <p>FAMAs : De grands désordres dans l'armée reconstituée P.15</p>	
Actualité	<p>Rapport annuel du PROCEJ/DNFP : Les défis de l'employabilité des jeunes en milieu rural ! P.17</p> <p>Violation de l'Accord d'établissement, favoritisme et usurpation de titre : la Directrice générale de l'ANASER, Diadji Sacko sur la sellette P.19</p> <p>Masque obligatoire dans un pays sans masques : « On nous a dit que c'est obligatoire mais, on ne nous a rien donné Wo » P.20</p>	
Politique	<p>Crise du Nord du Mali : L'état d'Azawad se confirme de plus en plus P.22</p> <p>Le hasard n'existe pas en politique : Tous les horizons sont maintenant ouvert pour l'honorable Moussa TIMBINE P.24</p> <p>Ali Nouhoum Diallo : «Le projet était que Soumaila Cissé ne revienne même pas à l'Assemblée » P.25</p>	
Culture & société	Diéma : «SALAWALÉ», Pas qu'une simple fête des enfants P.31	
International	Guinée Conakry : Une répression violente sous couvert de coronavirus ? (COVID-19) Afrique de l'Ouest : 21.278 cas d'infection au coronavirus selon un bilan établi à 21h30 GMT du 13 mai P.32	P.33
Sport	Nos expatriés : Agueissa Diarra en route pour l'hexagone? P.34	



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

Mali : L'UNTM interpelle le Gouvernement



Dans une correspondance estampillée TRES URGENT adressée au Premier Ministre Boubou Cissé, l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM), fait part au Chef du Gouvernement des préoccupations de ses militants. Il s'agit de la synthèse de l'ensemble des préoccupations soulevées par les militants lors de la tournée qui a conduit les dirigeants de la Centrale syndicale de Kayes à Gao à la rencontre de la base. L'objet de la lettre signée du Secrétaire général de l'UNTM, Yacouba Katilé, comporte trois points : « Propositions de sortie de crise scolaire, de violation de la liberté syndicale et du problème économique ». La puissante Centrale syndicale du Mali s'invite donc dans la résolution de la crise que connaît l'école malienne depuis quelques mois à travers le conflit entre le Gouvernement et le collectif des Syndicats enseignants signataires du 15 octobre 2016. Au plan économique, l'UNTM interpelle Boubou Cissé sur le sort de certaines unités industrielles du Mali qui semble hors des préoccupations du Gouvernement du Mali. Evoquant l'école malienne, le Secrétaire gé-

néral de l'UNTM s'indigne du sort qui est réservé à l'éducation dans notre pays. C'est ainsi que Yacouba Katilé écrit : « A une période où les pays africains en particulier, œuvrent à l'expansion de l'école à la totalité de leurs populations scolarisables, il est inadmissible que notre pays s'éloigne de l'extension des bienfaits de l'Education qui, selon Alain former (sic) à la résistance » et l'obéissance, deux vertus du citoyen par l'obéissance il assure

l'ordre (sic), par la résistance, il assure la liberté ». C'est ensuite à la défense de l'enseignant que s'attèle Yacouba Katilé, l'enseignant qui est la mesure de l'éducation surtout au moment où certaines valeurs essentielles au développement socio-culturelles de notre Nation sont foulées au pied. A cet effet le Secrétaire général de l'UNTM écrit ceci : « Si être enseignant c'est jouer le rôle de transmetteur des savoirs ci-dessus énumérés, d'être le catalyseur d'un esprit patriotique, civique bref d'être un élément responsable de la société doté d'une conscience professionnelle, de la solidarité de génération dans les œuvres de fabrication de la qualité de vie, de bien-être pour tous, alors il n'est pas admissible, il n'est pas possible d'observer le divorce enseignant Ecole ».

Il s'agit ni plus ni moins de la défense des enseignants par l'UNTM, même si la Centrale syndicale se garde de prendre ouvertement position en faveur des enseignants. Elle se veut facilitatrice entre ceux-ci et le Gouvernement, « Libre au gouvernement d'appeler qui il voudra pour négocier des accords par rapport à l'article 39 ; Accord dont la longévité ne saurait dépasser 2021 et l'indice plafond de 1200 », peut-on lire dans la lettre. On le voit, le fameux article 39 devra, pour l'UNTM, être au cœur des négociations entre le Gouvernement et la Synergie des syndicats enseignants et l'échéance de 2021 et l'indice 1200 ne sont pas négociables. La Centrale syndicale pose donc le cadre des négociations entre les syndicats d'enseignant et l'équipe gouvernemen-



tale. Il appartient donc au Gouvernement d'éviter que l'UNTM ne prenne à son compte les revendications des enseignants et oblige Boubou Cissé à respecter les engagements du Gouvernement à appliquer dans les termes l'article 39 du Statut particulier des enseignants.

Au plan économique, l'UNTM évoque l'arrêt de l'usine de thé de Farako. Pourtant les autorités maliennes avaient promis la réouverture de cette unité industrielle dont l'arrêt a mis au chômage des centaines de travailleurs. Il faut dire que les années passant, les machines demandent un renouvellement total pour que l'usine fonctionne à nouveau. Pour le Secrétaire général de l'UNTM « la situation économique est désastreuse » à cause de « pratiques anti-productives ». C'est pourquoi Yacouba Katilé « exhorte le gouvernement à la négociation pour discuter des conditions de cession de FARAKO, à elle, à ses membres, à leur localité ».

Quant à l'exploitation du calcaire de Kayes, première région économique du Mali, l'UNTM dénonce « les conditions infrahumaines, les dépassements sans limite d'extraction et d'exportation vers le Sénégal » qui font que « l'on se demande si nous avons encore une souveraineté sur nos ressources ». C'est pourquoi la Centrale syndicale demande « d'ouvrir des discussions entre partenaires (gouvernement-



Syndicats-Communautés) pour conclure les clauses d'une cession ». S'agissant des Sukala, l'UNTM estime qu'ils « semblent condamnés à la liquidation tant l'Etat s'en désintéresse, tant tout est fait pour bloquer leur fonctionnement ». Sur le point concernant les violations de libertés syndicales, le Bureau exécutif de l'UNTM « souligne l'exaspération des travailleurs face aux agissements intolérables de cadres dont la nomination n'a fait l'objet d'aucune enquête de moralité ».

Le Gouvernement du Mali a signé avec l'UNTM un moratoire qui met l'accent sur les

négociations pour aplanir d'éventuelles difficultés entre la Centrale et les autorités. Ainsi, lit-on dans la lettre du Secrétaire général Yacouba Kalité, que « l'UNTM demande des rencontres spécialisées pour partager sur le syndicalisme de développement » qui est « impossible sans la volonté d'accompagnement du gouvernement ». Le moratoire résistera-t-il aux difficultés actuelles surtout celles que connaît l'école malienne ?

■ **Diala Thiény KONATÉ**



Jeune Afrique

Tandis qu'Amadou Kolossi a été libéré par ses ravisseurs le 10 mai, Soumaïla Cissé reste retenu par le même groupe jihadiste. De retour dans sa ville, le maire de Koumaïra a livré des détails sur leurs conditions de détention.

Selon nos informations, les deux hommes ont été détenus par les mêmes hommes de la katiba Macina, d'Amadou Koufa. Tous deux ont passé la plus grande partie de leur temps attachés sous le même arbre.



Ibrahim Boubacar Yoro Maiga

Création du comité de gestion du « Fonds de concours pour la lutte contre le Covid-19 »

Le comité de gestion du « Fonds de concours pour la lutte contre le Covid-19 » a été créé ce jour, 14 mai 2020, auprès du ministre chargé de l'Économie et des Finances. Composé de neuf (9) membres, il a pour mission de veiller à la gestion transparente du « Fonds concours » mis en place dans le cadre de la lutte contre le Covid-19 conformément aux textes régissant les finances publiques. Le comité de gestion est présidé par le secrétaire général du ministère de l'Économie et des Finances qui sera assisté par :

- Le Directeur National du Trésor et de la Comptabilité Publique ;
- Le Directeur Général des Marchés Publics et des Délégations de Service Public ;
- trois (3) représentants du ministère de la Santé et des Affaires Sociales ;
- Le Président du Conseil National du Patronat du Mali ou son représentant ;
- Le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Mali ou son représentant ;
- Le Président du Conseil National de la Société Civile ou son représentant.

Le comité de gestion est chargé de :

- déterminer et valider les besoins ;
- veiller à l'utilisation de ressources du « Fonds de concours » exclusivement à l'exécution des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du Covid-19 ;
- veiller à l'inscription en recettes au budget général de toutes les ressources mobilisées titre du Fonds de concours ;

**jeune
afrique**

- veiller à l'ouverture de crédits supplémentaires, équivalents aux recettes inscrites au budget général, sur le programme auquel la lutte contre le Covid-19 est rattachée ;

- veiller à l'exécution correcte des marchés et contrats conclus dans le cadre de l'exécution des dépenses autorisées sur le compte intitulé « Fonds Covid-19 »

- informer hebdomadairement l'opinion nationale et internationale de la situation des encaissements et des décaissements effectués sur le compte bancaire n°ML102 01 001 057590803001-39 ;

- élaborer à la fin de la crise, à l'attention du ministre de l'Économie et des Finances, un rapport de gestion du « Fonds de concours ».

À noter que les dépenses sur le « Fonds de concours pour la lutte contre le Covid-19 » peuvent être soumises au contrôle de toutes les structures de contrôles de l'Etat.

PINAL

ALI NOUHOUN DIALLO, ANCIEN PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE



"Ce que la Constitution et la loi organique qui créent la Cour constitutionnelle confèrent aux 9 Sages, c'est la mission de constater la régularité ou l'irrégularité des élections. Et si la cour constate des irrégularités remettant en cause la sincérité des élections, la solution est d'annuler et de recommencer dans la circonscription, le bureau ou le centre de vote en question. Annuler puis proclamer quelqu'un d'autre élu, c'est se substituer au peuple malien! J'ai passé mon temps à dire aux députés : « chers collègues, un jour, à force d'augmenter toujours vos indemnités de session et vos indemnités parlementaires, qui sont vos salaires, le peuple malien comprendra qu'on a amené le plat national à l'Assemblée. Vous avez la grande louche pour partager ce plat et vous vous attribuez toujours les plus grosses parts. Si tel est le cas, chacun va vouloir être parmi ceux qui partagent. Vous verrez des gens, parce qu'ils ont de l'argent, acheter les mandats de députés. Et l'Assemblée risque demain d'être composée de gens riches, même s'ils sont sincères. Les commissions de travail vont maigrir et les hommes de qualité seront de plus en plus rares pour élaborer nos lois. Donc, ressaisissez-vous! (...)"

Des députés venaient me voir pour me dire: « Vraiment Ali, si Dieu t'a fabriqué de telle manière que les biens de cette terre ne t'intéressent pas, fous nous la paix! ».



Alerte Douentza

L'armée patrouille avec les miliciens criminels de Dana dans les villages peuls. Ils sont allés dans le village de Kerena, enlever cinq personnes et demander aux populations de leur montrer les hameaux peuls. Quelque chose se prépare dans cette zone. Pourquoi une armée dite républicaine agit ainsi en patrouillant avec une milice déjà dissoute en s'en prenant ou visant une seule communauté ? La communauté nationale et internationale est tenue au courant, car ces derniers temps, plusieurs exactions sommaires ont été signalés dans la zone.

Yehia Tandina

DIRE: LA CNDDR POURSUIT SON PLAN DE RÉINSERTION SOCIALE

7 decortiqueuses et 3 Moulins d'une valeur de 12 millions de FCFA, entièrement financés par IDA/Banque Mondiale. ces équipements s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la composante 3 du projet de réinsertion des ex combattants, piloté par la commission nationale de désarmement démobilisation et réinsertion CNDDR. 9 Communes ont bénéficié dans cette 1ère phase. Une façon de soutenir les communautés d'accueil souvent confrontées aux risques persistants du conflit et de la violence armée à faire face à la résilience.



Amadou Seydou Guindo

MALI: POURQUOI LE 3ÈME BATAILLON DE L'ARMÉE RECONSTITUÉE N'A PAS PU ENTRER À KIDAL

Le général Ouahoun Koné (photo), chef de la garde nationale et du théâtre des opérations militaires au nord, a annoncé, dimanche, le retour à Gao du 3ème contingent de l'armée malienne reconstituée.

En effet, 4 jours auparavant, cette compagnie de 120 soldats issus de l'armée régulière, de la Plateforme et la CMA avait pris le départ pour Kidal mais avait été empêchée d'entrer dans la ville par la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA), maîtresse des lieux. Le coordinateur de la CMA sur place, Rhissa Ag Assaid, explique le refus de la CMA par le fait que les décisions du Comité de suivi de l'Accord pour la paix n'ont pas été respectées : c'est-à-dire qu'un



officier de l'armée régulière devait prendre la tête du bataillon de Kidal alors que les bataillons de Gao et de Tombouctou devaient venir respectivement à la CMA et à la Plateforme.



Sambou Sissoko

Vous avez voté pour des candidats qui ont fini par élire Moussa Timbiné au perchoir. Finalement qui est "médiocre" dans ce pays?



Najat Vallaud-Belkacem

Trouver des mots communs avec Olivier Faure, Yannick Jadot, Ian Brossat, Audrey Pulvar et tant d'autres parmi les 150 signataires, était un premier pas indispensable. Merci à Guillaume Duval et Christian Paul d'en avoir assuré la réalisation.

La suite ? Transformer ces idéaux communs en réponses aux aspirations et aux angoisses.



Primature du Mali

COVID-19 | Plan National de Riposte | Le Premier ministre rencontre la société civile.

Le Premier ministre, Chef du gouvernement, Dr Boubou Cissé a reçu ce jeudi 14 mai 2020, une délégation du Conseil National



de la Société Civile (CNSC) conduite par son Président M. Boureima Allaye Touré. Au menu, les échanges sur le Plan national de Riposte contre le Covid-19 mis en place par le Gouvernement et les contributions de l'organisation faitière dans le cadre de la gestion des conséquences de la pandémie.

Au cours de la rencontre, le Premier ministre a exposé les différentes actions menées par le Gouvernement pour faire face à la maladie et atténuer ses conséquences. Il a évoqué les conséquences de la pandémie sur le plan économique et social.

Comme dans tous les pays du monde, la pandémie de COVID-19 pèse lourdement sur les finances publiques au Mali en raison de la baisse des recettes fiscales consécutives au ralentissement marqué de la croissance. Alors que dans le même temps, les dépenses publiques augmentent du fait des dépenses imprévues consacrées à notre plan de riposte sanitaire.

Le Chef du Gouvernement a également présenté les dispositions en cours pour la mise en œuvre de l'ensemble des mesures annoncées par le président de la République, SEM Ibrahim Boubacar KEITA dont notamment le soutien aux couches les plus vulnérables de la population ainsi que l'apurement accéléré de la dette intérieure pour permettre de desserrer les contraintes de liquidités des entreprises en difficulté.

Le Président du Conseil National de la Société Civile a remercié le Premier ministre pour cette rencontre d'échanges et pour toutes les mesures qui ont été mises en place par le Gouvernement au service des populations. Il a informé que le Conseil National de la société Civile a mis en place une commission de suivi sur la mise en œuvre de mesures annoncées contre le Coronavirus au Mali.

Il a salué la tenue des élections législatives malgré la pandémie pour le respect des échéances institutionnelles et a affirmé l'engagement de son organisation à œuvrer pour une meilleure appropriation dans la mise œuvre des mesures du gouvernement auprès des services des populations dans le cadre de ses missions de veille citoyenne.

Le Premier ministre a annoncé la création du comité de Gestion du « Fonds Spécial COVID-19 » dans lequel le Conseil national de la société civile sera représenté ainsi que dans toutes les autres commissions mises en place dans la lutte contre le COVID-19.

Le Chef du Gouvernement a salué la mobilisation du Conseil National de la Société Civile et a demandé une forte mobilisation des citoyens dans le cadre de la lutte contre la pandémie.

CCRP – Primature



Le Dialogue National Inclusif



Dans le cadre de la lutte contre le #Covid19 et conformément à son plan d'action, le collectif Riposte 223 Covid-19 était ce matin à la mosquée Baba CISSE de Badialan I. Cela, après l'étape des hôpitaux, CSRF et CSCOM du district de Bamako. L'objectif de cette remise est de permettre aux différentes mosquées de désinfecter les tapis de prière et de pulvériser la mosquée après le passage des fidèles. Le don comporte des kits de lavage à main, savons, eau de javel, masques, gants, pompes sprayer, etc.

Rappelons que c'est la 14ème remise de dons du Collectif depuis sa création. Cette troisième phase de donation ne concernera que les mosquées du district de Bamako.

Merci aux généreux donateurs !!!

Ensemble, luttons contre la propagation du #Covid19.

Le Riposte 223-Covid19 s'engage !!

#StopCovid19 #Mali #MAK



#COVID19

Défendons le Mali opération Stop coronavirus 22e jour deuxième étape a Lafiabougou avec dans la zone de notre camarade Korera Doussou Coulibaly nous avons distribué des masques lavables, des gels et des solutions hydre-alcoolique. L'opération se fait dans le respect des mesures barrières et sur financement propre avec un appui de 2000 masques du programme présidentiel un malien un masque.



Paul Diarra



Markala : Le Colonel-Major Cheick Tidiane Diarra rend visite aux nouvelles recrues de la Protection Civile

C'est avec enthousiasme que le Commandant des Organismes de Formation, d'Entraînement et d'Expérimentation de l'Armée de Terre (COFEEAT), le colonel Issa Kaloga a reçu le directeur adjoint des écoles militaires, le colonel-major Cheick Tidiane Diarra. C'était le mercredi 13 mai 2020 au champ de tir de Bapho.

L'objectif de cette visite s'inscrit dans le cadre du suivi régulier des formations et de s'enquérir de l'état d'esprit des recrues et des instructions militaires reçues par ces dernières avant leur sortie.

Le colonel-major a tout d'abord commencé sa visite par le champ de tir de Bapho, dont une compagnie des recrues y était pour un exercice de tir.

Il s'est ensuite rendu au centre d'instruction de Markala où il s'est entretenu avec l'encadrement et les recrues. Le colonel-major Diarra s'est dit satisfait. Selon lui, après 4 mois de formation, le contingent a reçu toutes les bases qui renforcent le lien entre les porteurs d'uniforme. Il a ensuite remercié l'encadrement et a aussi encouragé les recrues tout en leur demandant de rester motivées et concentrées.



TENTATIVE D'INFLUENCE DES DÉCISIONS AU SOMMET DE L'ÉTAT À LA VEILLE DU REMANIEMENT :

C'EST PARTI POUR LES CAMPAGNES DE DÉNIGREMENT ET DE SABOTAGE CONTRE LE MINISTRE AMT...

Jadis notre pays le Mali faisait parti des grandes nations du football et notre drapeau flottait au-devant de la scène internationale. Et l'une des missions principales que le ministre Arouna Modibo s'est attelé depuis qu'il a pris les rênes du département de la jeunesse et des sports, c'est de récupérer cette place pour le bonheur des amateurs des disciplines sportives de notre pays.

Dans l'exercice de cette mission sur les consignes du président de la République Ibrahim Boubacar Keita, des individus mal intentionnés ont entamé une campagne de dénigrement et de sabotage, à la veille des remaniement ministériel pour tenter de jouer un rôle dans la prise des décisions au sommet de l'état. Sauf que les auteurs de ces acharnements qui faut-il, le souligner, sont à la solde d'un dirigeant du Club célèbre Malien qui n'arrive pas à digérer la présence de cet

excellent gestionnaire à la tête du ministère des sports, oublie qu'il a, à son actif plusieurs actions concrètes accomplies avec des résultats déjà visibles sur le terrain.

En guise, d'exemple et de rappel, on peut noter : la mise en place du nouveau bureau du conseil national de la jeunesse, et la fin de la crise qui pourrissait le milieu footballistique Malien, sans oublier le sacre de nos champions basketteurs U19 en catégorie garçon et les U16 catégorie fille, qui ont brandis plusieurs des trophées continentaux, cela grâce à l'accompagnement et le soutien sur les tout les plans du ministre Touré. De ce fait, ces détracteurs peuvent continuer d'aboyer. Car, leur complot est déjà voué à l'échec.

Considéré comme un modèle exemple par la jeunesse malienne, le ministre Arouna Modibo Touré, l'homme au parcours fascinant est l'une des valeurs sûres qui fait la fierté de notre pays sur la scène internationale, ainsi, il possède des atouts bénéfiques pour notre sport afin qu'il puisse retrouver sa place d'antan dans le concert des grandes nations du football planétaire.

Source: Malinautes.com



De la part et, au Nom des Sympathisants de Ras Bath, Ce jour, 14 Mai, le guide a procédé à la remise de 202 sacs de riz, aux veuves des soldats tombés sur le champ de l'honneur.

Étaient présents 3 associations de veuves des camps de Base, de Kati et des veuves de la commune 4 qui ont respectivement reçu, 19, 38 et 20 sacs chacune. L'association des veuves du camp para de Djicoroni auront leur lot de 100 sacs, courant semaine prochaine à travers le service social de l'armée. Les 25 sacs restants seront remis à d'autres groupes de femmes veuves de soldats....

Merci à tous.

Vive les FAMA

Que Dieu bénisse le Mali.



Salutations à la famille fondatrice de Bamako par le tout nouveau président de l'Assemblée Nationale Moussa TIMBINE accompagné par l'infatigable maire de la commune II du district de Bamako



Maliweb Infos

Nous avons dit dans un article récent que le Président IBK continue à tromper le peuple malien qui



se laisse faire également. Il veut nous faire croire que Kidal se trouve toujours dans le giron malien avec tout ce qui se passe sous nos yeux à savoir l'interdiction aux autorités maliennes de mettre pied à Kidal y compris le Premier ministre et le président IBK lui-même, les administrateurs, également et principalement nos forces armées qui ont été sommées de changer de nom pour regagner en toute discrétion la ville rebelle. Ce qui vient de se passer la semaine dernière confirme que l'existence de l'État de l'Azawad se confirme de plus en plus. La CMA a interdit à un contingent des forces armées reconstituées de faire son entrée à Kidal.



Ibrahim Ikassa Maïga

Mouvement « ESPOIR MALI KOURA »
MOTION DE SOUTIEN AU PROFESSEUR CLEMENT
MAHAMADOU DEMBELE



Le mouvement « ESPOIR MALI KOURA », réuni en Conférence de lancement, adresse une Motion de Soutien au Professeur Clément Mahamadou DEMBELE, Président de la Plateforme de lutte contre la Corruption et le Chômage (P.C.C.), victime d'un enlèvement le samedi 09 Mai 2020 à Bamako par un groupe d'hommes armés et cagoulés.

Le mouvement « ESPOIR MALI KOURA » relève que cet acte constitue une atteinte aux principes sacro-saints de la liberté d'opinion et de la liberté d'expression, et une violation de l'ensemble des textes essentiels qui fondent un Etat de droit, à l'instar de l'interpellation de M. Nouhoum SARR, Président du Parti FAD, en violation de la Charte des partis politiques au mali

qui dispose que « Les dirigeants de partis politiques ne peuvent être poursuivis dans l'exercice de leur mandat pour leurs opinions et leurs activités ».

Le mouvement « ESPOIR MALI KOURA » tient les autorités gouvernementales pour responsables de tout ce qui pourra arriver au Professeur Clément Mahamadou DEMBELE, aujourd'hui privé de sa liberté et de ses droits à la défense, et exige sa libération immédiate et inconditionnelle.

Fait à Bamako, le 14 Mai 2020
La Conférence



Pierre Buyoya



J'ai reçu l'ancien PM malien M. O.I. Maiga, chargé par le Pdt de la Rép. du Mali, SEM. I.B.KEITA, de mener des démarches aux fins de libération du Chef de l'Opposition, Pdt de l'URD, M.Soumaila Cissé. Au menu, son action, la contribution des uns et des autres.



mountagattall



Nouhoum Sarr est libre, son dossier vide a été classé sans suite. Il faut s'en réjouir, féliciter la justice et tous ceux qui se sont mobilisés. Les rentiers de la démocratie doivent se souvenir que des militantes et militants veillent.



Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

40%

SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money



Actions des jeunes volontaires contre le Covid-19 : La touche particulière du Ministre Touré

Jeudi, en début de matinée, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Arouna Modibo Touré, sur sollicitation des jeunes volontaires contre le Covid19, a procédé à la remise symbolique des centaines de bavettes à des usagers de la Cité administrative et des couches défavorisées de la population. Une touche bien particulière du Ministre Touré dans la bonne conduite du programme présidentiel de son Excellence, Ibrahim Boubacar Kéita : « un Malien, un Masque ».

Remise symbolique des masques, lavage des mains au gel hydro alcoolique et message de sensibilisation sur les gestes barrières contre la maladie à Coronavirus. Tel est le triptyque d'activités auxquelles le ministre de la Jeunesse et des Sports s'est sacrifié au profit des usagers de la Cité administrative (CITAD) et des personnes à faible revenu contactées dans la circulation, ce jeudi 14 mai dans la matinée.

L'initiative et du groupe des jeunes volontaires contre le Covid19. Lequel, pour cette activité a distribué à travers le ministre de la Jeunesse et des Sports, des centaines de masques. Initialement programmée pour doter en masques les usagers de la cité administrative (qui regroupe une trentaine de départements ministériels et des services de la Primature), sous les conseils éclairés du ministre Touré, cette activité a aussi largement atteint une frange importante de la population à faible revenu, exposée à cette maladie.

Faisant d'une pierre deux coups, le ministre Arouna Modibo Touré, avec cette distribution a largement contribué à l'émergence de l'initiative du président IBK « un Malien, un Masque », mais aussi véhiculé le message sur les gestes barrières auprès des populations, pour la plupart, analphabètes, donc sous informées de la propagation de cette pandémie. Ce contact direct, couronné d'échanges francs entre le ministre de la Jeunesse et des Sports et des usagers dans la circulation a été l'occasion pour ces derniers de saisir à juste titre l'importance que le Gouvernement accorde à la lutte contre cette maladie.



L'occasion a été opportune pour le ministre Touré de remercier chaleureusement les responsables de ce groupe de jeunes volontaires pour cette initiative. Et ce, avant de donner l'assurance sur sa disponibilité entière et celle de son département pour accompagner de telles actions contre le Covid19. Cela conformément à la vision du président de la République, SEM. Ibrahim Boubacar Kéita, du Chef du Gouvernement, Dr Boubou Cissé et de l'ensemble des membres du Gouvernement.

A noter que cette remise de masques à des couches défavorisées, tenue à l'entrée de la CITAD, est la huitième action du genre menée par le groupe de jeunes volontaires contre le Covid19. A cette occasion on notait la présence aux côtés du ministre Arouna Modibo Touré, du directeur général de la Cité administrative, Salia Samaké, le président du groupe des volontaires contre le covid 19, Djiby Sacko et des membres du cabinet du ministère de la Jeunesse et des Sports.

■ CCOM/ MJS



Attaye Ag Mohamed : « Le moyen de diversion politique qu'était Kidal à Bamako, ne fonctionne plus »



Sikasso, Koutiala, Kita et Bamako hier, Kayes aujourd'hui. La recrudescence de la tension sociale un peu partout dans les grandes capitales régionales du Mali fait craindre le pire. Pour le chargé des questions juridiques de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA), « le moyen de diversion politique qu'était Kidal à chaque fois que la gronde sociale devenait forte à Bamako, ne fonctionne plus. Les carottes sont-elles cuites partout? » Lisez.

Après des législatives essentiellement nominatives autant dans le Sud qu'ailleurs dans le pays, quel type de Gouvernement faudrait-il et pour quelle mission spécifique d'ici la fin du 2^e quinquennat du Président IBK?

Une chose est suffisamment claire pour tous dans le pays à ce jour, le système d'Etat adopté depuis 1960 ne pourra que servir la continuité du statu quo institutionnel établi à partir des années 90.

Au lieu d'un Etat au sens du terme, le pays se contente d'une sorte de « collège de gestion » où les mêmes personnalités issues d'une classe sociale et politique habituelle animent successivement le système. Aucune forme d'alternance même par nature.

Ainsi vu la situation du pays, la nature du Parlement actuel, le Gouvernement se doit d'être d'un type semi-transitionnel de par sa composition et ses objectifs à focaliser sur les réformes les plus audacieuses possibles.

A ce jour, il existe des grandes parties du pays où les populations se sont pratiquement familiarisées à une vie sans un quelconque rapport avec l'Etat ni ses symboles. Des enfants nées en 2010, ont déjà 12 ans sans lui et ceux qui avaient 7 ans à la même année ont déjà 17 ans sans aucun souvenir de l'Etat malien.

Dans d'autres parties du pays, c'est le conflit ouvert contre et le rejet progressif de l'autorité centrale même lorsque celle-ci se mobilise directement par circonstances.

Le moyen de diversion politique qu'était Kidal à chaque fois que la gronde sociale devenait forte à Bamako, ne fonctionne plus.

Les carottes sont-elles cuites partout?

Possible, mais moi je crains qu'elles crament aussi...

A bon entendeur, salut...

Attaye Ag MOHAMED.

Lutte contre le terrorisme au centre du pays : Les FAMA neutralisent des GAT



Les FAMA ont neutralisé le 13 mai 2020 six terroristes, et récupéré quatre armes, une grande quantité de munitions un talkie-walkie et des médicaments. Une vingtaine de motos des terroristes ont également été brûlées.

Cette opération s'est déroulée aux environs de 15 heures lors d'une patrouille de reconnaissance entre LEMDE et PETA dans le secteur de Koro, région de Mopti. Les FAMA ne déplorent aucune victime ni aucun dégât.

Mali : L'Allemagne va se doter de nouveaux drones



Nous vous annonçons dans notre dernière édition que l'Allemagne avait décidé d'accroître sa présence au Sahel, avec notamment un renforcement de son effectif et la création d'un centre de formation dans la partie centre du Mali, jugeant la situation sécuritaire du pays « alarmante ». Elle va aller encore plus loin. Comme le rapporte l'Agence de presse allemande (DPA) ce mercredi 13 mai, l'armée allemande prévoit d'exploiter une flotte de drones Heron TP, fabriqués en Israël, en Afghanistan et au Mali. Le gouvernement allemand a déclaré que le nouveau modèle rejoindrait sa flotte de drones en Afghanistan en 2021 et au Mali en 2024. L'armée allemande utilise déjà trois drones de surveillance de taille moyenne Heron 1 de fabrication israélienne en Afghanistan, dans le cadre de la mission Resolute Support de l'OTAN, et trois autres avions au sein de la Mission des Nations Unies au Mali (MINUSMA). Heron 1 a une envergure de seulement 16,6 mètres, ce qui le rend trop petit pour être équipé d'armes.

Cependant, le modèle avancé Heron TP a une envergure de 26 mètres, lui permettant d'être équipé d'armes, de rester plus longtemps en l'air et de fournir des images avec une résolution plus élevée. La ministre allemande de la Défense, Annegret Kramp-Karrenbauer, a discuté mercredi avec des responsables sécuritaires de la possibilité d'armer ses drones dans les opérations à l'étranger.

■ B.S.H

Sécurité alimentaire au Mali : L'Allemagne débloque près de 12 millions de dollars pour accompagner les efforts de résilience du PAM



La République fédérale d'Allemagne a débloqué une contribution supplémentaire de 7,2 milliards de F CFA (près de 11.907.396 dollars) pour accompagner les efforts de résilience du Programme alimentaire mondial (PAM) au Mali. La cérémonie officielle de remise a eu lieu le jeudi 7 mai 2020.

Selon la représentante du PAM au Mali, Mme Silvia Caruso citée dans le communiqué, cet « engagement spécial » va permettre à son organisation de « jouer un rôle accru dans le soutien à la sécurité alimentaire et à la résilience au Mali ».

Elle a rappelé que, depuis 2018, l'Allemagne soutient l'engagement du PAM dans les initiatives de résilience et de moyens de subsistance dans l'ensemble de la région du Sahel, notamment au Mali.

Berlin s'est ainsi engagé à apporter un soutien pluriannuel sur la période allant de 2018 à 2023 afin de soutenir le PAM et ses partenaires dans la planification et la mise en œuvre durable et efficace des interventions de résilience. « Depuis 2018, le financement pluriannuel de l'Allemagne permet d'améliorer le renforcement de la résilience des individus, des communautés et des systèmes dans les zones pauvres et fragiles. A ce jour, grâce au soutien de l'Allemagne, nous avons pu atteindre plus de 171.000 personnes dans plus de 100 villages à travers le pays », a rappelé Mme Silvia Caruso.

« Déjà avant la crise sanitaire provoquée par le COVID-19, des millions de Maliennes et Maliens vivaient en insécurité alimentaire. Les perturbations dues au COVID-19 risquent maintenant d'aggraver cette situation », a précisé l'ambassadeur d'Allemagne au Mali, Dr Dietrich Pohl cité dans le communiqué.

« Avec ce don additionnel, nous voulons aider les petits producteurs et leurs familles pendant cette crise pour permettre une bonne préparation de la campagne agricole malgré les défis existants, aider les couches vulnérables de la population par le renforcement du programme des cantines scolaires et la prise en charge des cas de malnutrition chronique et aider le Mali dans un esprit de partenariat », a-t-il ajouté.

Le ministre malien de l'Agriculture, M. Moulaye Ahmed Boubacar, a remercié le gouvernement allemand pour sa générosité et le PAM pour les efforts consentis notamment pour l'élaboration du document cadre stratégique dénommé « Priorité Résilience Pays » (PRP).

Sikasso : Affaire du cimetière vendu de Sanoubougou II : les vieux démons se réveillent



Vendu dans un premier temps à un burkinabè qui avait renoncé à construire des magasins sur le site en question, après avoir pris connaissance de l'importance sociale qu'accordent les populations de Sikasso à cet endroit, l'ancien cimetière du quartier de Sanoubougou II aurait été vendu par le service de l'Urbanisme à un opérateur économique.

A chaque échéance électorale, le sujet revient au centre des discussions et sert de propos de campagne pour certains partis politiques. Lors des législatives de 2013 comme en 2020, le sujet continue de faire débat et le seul acteur cité est désormais député de Sikasso, M. Mamadou TANGARA.

La crise autour de cette affaire de cimetière de Sanoubougou II (Commune urbaine de Sikasso) pourrait être un long feuilleton dont la fin de série n'est pas pour demain. Dans ce dossier, il faut souligner qu'au départ c'est un opérateur burkinabè qui avait acheté la parcelle dans le but d'en faire des magasins à titre commercial, mais il avait fini par renoncer à son projet puisque ayant été mis dans le bain par les chefs de quartiers, les notabilités religieuses et coutumières de la ville de Sikasso. Le nouvel acquéreur selon des sources avait distribué des pots de vin un peu partout pour parvenir à ses fins. A l'époque, on disait que la seule personne qui ne serait pas tombée dans son piège de distribution d'argent ou d'achat de conscience serait l'ex-maire de la Commune urbaine de Sikasso, Mamadou Tangara, et actuel député de la circonscription. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, c'est lui qu'on accuse aujourd'hui d'être le vendeur alors que des sources disaient qu'il a toujours été cité à tort dans cette affaire tandis que des travailleurs du Gouvernorat bin impliqués dans l'affaire n'ont jamais été cités.

Selon les prévisions de nombreuses organisations, notamment Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA), près de 5 millions de personnes pourraient souffrir d'insécurité alimentaire et 1,34 million d'autres pourraient être en situation d'insécurité alimentaire sévère. Ce montant additionnel s'ajoute aux 17 milliards de FCFA (près de 28.114.685 de dollars) déjà mobilisés l'année dernière. L'aide totale de l'Allemagne en faveur de la résilience des populations vulnérables au Mali est évaluée à près de 24,2 milliards FCFA (40.022.081 dollars) pour la période 2018 à 2023.

■ Moussa Bolly

Baisse drastique du prix du coton au mali : La colère des cotonculteurs de la commune de Miria



Le prix du coton-graine est fixé à 200 FCFA le kilogramme pour la campagne 2020-2021 contre 275F, soit une baisse de 75 FCFA la campagne précédente. C'est ce qui ressort de la rencontre annuelle de fixation des prix. Suite à cette annonce, la population de Doumanani dans la commune de Miria (région de Sikasso) a menacé à l'issue d'une rencontre tenue le 12 mai dernier, de ne pas cultiver le coton pour la campagne hivernale prochaine.

En effet, à l'issue de la rencontre annuelle de fixation des prix du coton, le monde paysan a appris à travers la télévision nationale la baisse du prix de coton de 75 FCFA sur le kilogramme. Les paysans de Damanani (commune de Miria) sembleraient désapprouver cette décision de nos plus hautes autorités et décident par conséquent de ne pas, cette année, cultiver le coton à ce prix dans leurs localités.

Au Mali, il n'est un secret pour personne que le coton contribue fortement à l'économie nationale. Mais, il faut signaler que ce secteur pourvoyeur d'emplois connaît aujourd'hui une baisse de prix par rapport à la campagne précédente.

Ce qui préoccupe certains cotonculteurs de notre pays, principalement dans la commune de Miria qui estiment que cultiver le coton à ce prix n'est pas rentable, car indiqueront-ils «La culture de l'or blanc est très pénible et nécessite beaucoup d'efforts, le cultiver à ce prix sera pour

FAMAs : De grands désordres dans l'armée reconstituée



Le désordre persiste dans les rangs de l'armée reconstituée, quelques nouveaux intégrés ex-combattants désertent en emportant des armes et des munitions. Le doute surgit.

Selon une source, alors que le processus de mise en place de l'armée reconstituée n'est même pas encore achevé, certains ex-combattants commencent déjà à désertir les rangs.

Très souvent, ils emportent avec eux des armes et des munitions. Plusieurs de ces cas sont notamment survenus dans les régions de Gao, Tombouctou et Kidal. De quoi susciter un sérieux doute sur la nécessité de réintégrer ces ex-combattants conformément aux dispositions de l'Accord issu du processus d'Alger.

nous une fatigue ».

« Pour cultiver le coton, à titre d'exemple, disent les paysans, il faut non seulement, préparer les champs à plusieurs reprises, mais aussi s'endetter pour avoir les engrais chimiques pour plus de rentabilité, les pesticides et le transporter au marché pour vendre ». » Même, signalent-ils, il est très difficile chez nous d'avoir les engrais subventionnés de nos autorités ».

À base d'eau Supermont et de sucre Naturel

OFFICE CENTRAL DE LUTTE
CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

—000—

SECRETARIAT GENERAL

—000—

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

—000—

COMMUNIQUE

Le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) informe l'opinion nationale et internationale que l'OCLEI a mis en service le **NUMERO VERT 80 00 22 22**. Ce numéro vert permet aux citoyens de disposer d'un mécanisme efficace et rapide de dénonciation de faits présumés d'enrichissement illicite.

Du 9 décembre 2019 au 31 mars 2020, l'OCLEI a reçu plus de **300 appels**. Les faits dénoncés sont en cours de traitement.

Après les investigations, le Conseil de l'OCLEI décidera de la transmission des cas susceptibles de constituer un enrichissement illicite aux juridictions compétentes. La justice décidera de la suite à réserver aux dossiers transmis par l'OCLEI.

Le Président de l'OCLEI remercie tous ceux qui ont déjà bien voulu apporter leur soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.



Moumouni GUINDO
Chevalier de l'Ordre national

Rapport annuel du PROCEJ / DNFP : Les défis de l'employabilité des jeunes en milieu rural !

Dans le cadre du programme de formation de courte durée mis en œuvre par le PROCEJ en partenariat avec la Direction Nationale de la Formation Professionnelle (DNFP), dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao, l'Observatoire Nationale de l'Emploi et de la Formation a rendu public, mercredi dernier, le rapport annuel de l'Enquête de suivi d'insertion professionnelle et la satisfaction des jeunes formés afin que notre pays puisse relever les défis d'employabilité des jeunes en milieu rural. Mesurer le niveau d'insertion professionnelle et de satisfaction des jeunes formés à travers le programme de formation par apprentissage de type alterné mis en œuvre par la DNFP, tel est l'objectif de cette étude.

Selon le Rapport de l'Enquête Nationale sur l'Emploi auprès des Ménages (ENEM) de l'ONEF, la population des bénéficiaires compte 2 934 individus dont 61% sont des hommes et 39% de femmes. Parmi les bénéficiaires, 72,9% résident dans la région de Mopti, 22,5% à Gao et 4,6% à Tombouctou. Par rapport aux secteurs d'activité, 52,9% des bénéficiaires ont été formés dans le secteur de l'agroalimentaire et 47,1% dans l'artisanat/BTP. Les jeunes de 15 - 35 ans représentent 96,3% de l'effectif total. La majorité (51%) des bénéficiaires ont le niveau fondamental et 29,7% n'ont aucun niveau. Plus de neuf bénéficiaires sur dix (91,6%) déclarent avoir connu le projet qui les a appuyés. Les filières de transformation agroalimentaire (16,9%), aviculture (13,5%), maraîchage (12,7%) sont les plus représentatifs. Le choix personnel reste le principale mode d'insertion à la formation avec 65,2% des cas. Globalement, la durée moyenne de la formation des bénéficiaires est 6,7 mois, dont 7,2 mois pour les hommes et 7,5 mois pour la tranche 36 - 40 ans. La durée moyenne hebdomadaire de travail est de 33,2 heures dont 35,7 heures pour les hommes et 29,5 heures pour les femmes. Au total, plus de la moitié (56,4%) des bénéficiaires ont suivi une formation pendant moins de 35 heures par semaine et 99,4% ont acquis des compétences au cours de la formation.

Selon la même source, en 2017, 28,5% des jeunes de 15 à 24 ans n'étaient ni en emploi, ni en éducation et ni en formation, 98% des 47,0% jeunes en emploi occupaient un emploi informel. Les jeunes aussi bien que les femmes sont plus touchés par le phénomène du chômage et cela, depuis plus d'une décennie.

L'enquête a été réalisée auprès d'un échan-



tillon représentatif de 426 jeunes formés dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao, tiré au hasard dans une base de sondage de 2 934 jeunes. La gestion et la supervision de l'opération ont été assurées par la Direction Générale de l'ONEF avec l'appui technique de l'Unité de Suivi et Evaluation du PROCEJ et la DNFP, a dit le rapporteur Cheick Oumar Sow du Cabinet BEFACO.

A la fin de la formation, 53,6% des bénéficiaires affirment avoir suivi l'épreuve de certification. Sur un effectif total de 1 573 qui ont fait l'épreuve de certification, seulement 89 bénéficiaires ont reçu un certificat de fin de formation (5,7%), a précisé Cheick Oumar Sow. La majeure partie (67,7%) des bénéficiaires ont compris la formation après un mois et 28,6% l'ont maîtrisé après trois mois de formation. En totalité, sur les 1022 bénéficiaires qui ont suivi les épreuves de certification,

moins de 1% a reçu les kits. Ces bénéficiaires de kits sont tous des hommes d'au plus 35 ans. La moitié est satisfaite de l'état de la qualité et de la quantité de leurs kits.

La population des bénéficiaires était composée de 1810 personnes en emploi dont 67,9% d'hommes et 32,1% de femmes, 1031 personnes « sans emploi » et 93 de retour en formation.

Sur les 1810 bénéficiaires en emploi au moment de l'enquête, a dit le rapport, 55,2% sont des salariés, 33,2% travaillent pour leur propre compte. Le taux d'insertion des bénéficiaires est de 61,7% dont 68,7% pour les hommes et 50,7% pour les femmes. Un peu plus de la moitié (50,3%) ont obtenu leur emploi par relation personnelle et 33,9% directement auprès de l'employeur.

Parmi les bénéficiaires en emploi, 51,3% exercent leur activité dans le secteur artisanat et

31,4% dans le secteur agroalimentaire. Par secteur institutionnel, 87,9% des bénéficiaires sont les entreprises privées et 12,1% dans les ménages. Moins de 8% des bénéficiaires gagnent un revenu moyen par mois plus de 100 000 F CFA et 66 bénéficiaires travaillent sous contrat écrit. Près de 93% trouvent que leur emploi est en adéquation avec la formation reçue et 5,1% ont émis un avis contraire, a-t-il ajouté.

Sur l'ensemble des bénéficiaires retournés en formation, 44,7% veulent augmenter leurs chances de trouver un emploi et 17,3% pour trouver un emploi satisfaisant. Par ailleurs, 64,8% sont prêts à abandonner la formation au profit de l'emploi a prouvé le document. L'analyse des parcours d'insertion professionnelle montre que 66,1% des bénéficiaires ont mis moins d'un mois pour accéder au premier emploi et 26,3% ont fait entre 1 à 6 mois pour accéder à un premier emploi. La part des bénéficiaires en activité augmente de façon remarquable pendant les 3 premières années. En effet, le taux d'emploi était de 20,1% en décembre 2016, puis 55,6% un an après et atteint son maximum de 63,5% en avril 2019 et ensuite diminue légèrement à 61,7% au moment de l'enquête.

Sur ces 2 934 jeunes formés, d'une part plus de 33% n'ont jamais été en situation de travail. D'autre part plus de 55,1% des bénéficiaires n'ont jamais été au chômage. Cette différence montre une divergence dans le processus d'insertion professionnelle de ces diplômés. Parmi les quatre trajectoires, la plus importante est l'accès durable à un emploi qui représente 1727 bénéficiaires, soit 58,9% de l'effectif total des bénéficiaires. La deuxième trajectoire s'intéresse aux bénéficiaires qui ont connu un chômage persistant tout au long des mois de vie active. Ils représentent 32,7% de l'effectif total. La trajectoire d'insertion de sortie du chômage ou de la formation à l'emploi concerne 5,7% des bénéficiaires. Enfin, près de 3% des bénéficiaires ont regagné les centres ou ateliers de formation, au cours de leur vie active, afin d'éviter le chômage.

Selon le Rapport de l'Enquête Nationale sur l'Emploi auprès des Ménages (ENEM) de l'ONEF, en 2017, 28,5% des jeunes de 15 à 24 ans n'étaient ni en emploi, ni en éducation et ni en formation. En 2017, selon le même rapport seulement 47,0% des jeunes de cette tranche étaient en emploi, parmi lesquels,

98% occupaient un emploi informel. Le taux de chômage combiné à la main d'œuvre potentielle des jeunes âgés de 15 à 24 ans étaient estimés à 21,1%. Les jeunes aussi bien que les femmes sont plus touchés par le chômage au Mali, depuis plus d'une décennie, a souligné le Chargé d'Etude et de Recherche à l'Observatoire National de l'emploi et de la Formation, Lassine Doumbia.

De façon spécifique, selon lui, le programme décentralisé de formation de courte durée mis en œuvre en partenariat avec la DNFP visait à terme la formation de 20 000 jeunes dont 50% recevront des kits d'insertion. Les activités du programme ont démarré en 2015 et à la date d'aujourd'hui environ 23 000 jeunes ont été enrôlés.

« L'enquête a été réalisée auprès d'un échantillon représentatif de 426 jeunes formés. Il faut rappeler que le nombre de jeunes ayant achevé leur formation dans le cadre du Programme de Formation Décentralisée de courte durée, mis en œuvre par la DNFP en partenariat avec le PROCEJ dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao est estimé à 2 934 jeunes » a précisé le CER Lassine Doumbia.

Parmi les femmes bénéficiaires, 79,3% sont de la région de Mopti, 17% vivent à Gao et seulement 3,7% à Tombouctou. La part de celles de Mopti est au-dessus de la moyenne d'ensemble.

Tandis que dans les régions de Gao et Tombouctou, les poids des hommes sont plus élevés avec des proportions respectives de 26% et 5,2% plus que leur moyenne d'ensemble. Par rapport aux secteurs d'activité, les bénéficiaires de l'Agroalimentaire sont plus nombreux avec une proportion de 52,9% et 47,1% pour ceux de l'artisanat/BTP.

Dans le secteur artisanat/BTP, 75,4% sont de la région de Mopti, 16% pour Gao et 8,7% pour Tombouctou. Les proportions des bénéficiaires du secteur Artisanat/BTP de Gao et Tombouctou sont plus importantes que leur poids d'ensemble.

Quant au secteur de l'agroalimentaire, 70,6% sont de la région de Mopti, 28,2% exercent leur activité à Gao et seulement 1% à Tombouctou. La tendance s'inverse dans la région de Gao en faveur des bénéficiaires du secteur agroalimentaire avec une proportion de 28,2% plus élevée que la moyenne d'ensemble (22,5%).

Pour finir on peut dire que dans la région de Tombouctou les bénéficiaires du secteur Arti-

sanat/BTP sont plus nombreux (120) plus que ceux de l'Agroalimentaire (16).

La population de cette étude est relativement jeune. Plus de la moitié (54,2%) des bénéficiaires sont dans la tranche d'âge 15 - 24 ans et 42,1% sont âgés de 25 à 35ans. Les jeunes de plus de 36 ans représentent 3,8% de l'effectif total des bénéficiaires, reconnaît le document de l'ONEF.

Parmi les hommes, 54,7% des bénéficiaires sont dans la tranche d'âge 15 - 24 ans, suivis de la tranche d'âge 25 à 35 ans avec 40,5% et 4,8% ont au moins 36 ans. De même chez les femmes, 53,4% sont dans la tranche 15 - 24 ans.

Par ailleurs, la proportion des femmes âgées de 36 - 40 ans est plus faible que celles des hommes et de l'ensemble de la même tranche d'âge.

L'état matrimonial légal désigne la situation conjugale d'une personne au regard de la loi : célibataire, mariée, veuve, divorcée, union libre.

Le tableau montre une dominance des célibataires, suivie des mariés et les divorcés en dernière position avec des proportions moyennes respectives de 54,9%, 43,9% et 1,2%. Sur l'ensemble des hommes, plus de deux tiers (69,8%) sont des célibataires, largement supérieurs à la moyenne d'ensemble (54,9%). Les hommes mariés représentent 30,2% de leur effectif.

A peu près deux tiers (65,4%) des femmes sont mariées, cette proportion dépasse de loin la moyenne d'ensemble (43,9%). Le cas de divorce concerne uniquement les femmes. Dans le rang des femmes, les célibataires enregistrent une proportion de 31,6%.

Par région, un mois après la formation, la proportion des bénéficiaires de la région de Tombouctou devance avec 69,9% celles des autres régions avec en commun 67,6%. Aussi, trois mois après la formation, le cap de Tombouctou reste légèrement maintenu avec 29,3%, ensuite Mopti avec 29,0% et Gao avec 26,8%. En dernier lieu, soit six mois après la formation, le poids de Gao domine avec 5,6%, ensuite Mopti et Tombouctou avec respectivement 3,3% et 0,8%.

En totalité, ils sont 1022 bénéficiaires à suivre les épreuves de certification, sur lesquels 8 seulement ont reçu des kits.

■ Ibrahim Sanogo

Violation de l'Accord d'établissement, favoritisme et usurpation de titre : La DG de l'ANASER, Diadji Sacko sur la sellette



Qui sortira vainqueur du bras de fer désormais engagé entre la Directrice générale de l'Agence nationale de la sécurité routière (ANASER), Diadji Sacko et la Section syndicale des Transports d'État ? Cette question mérite d'être posée au regard de la situation qui prévaut au sein de la structure. En effet, cette dernière traverse une véritable zone de turbulence surtout avec les derniers recrutements de la nouvelle patronne des lieux et la nomination des agents nouvellement recrutés à des postes de responsabilité, selon le syndicat, en violation de l'Accord d'établissement et le Procès-verbal du Conseil d'administration de la structure. Toute chose qui a constitué une levée de bouclier de la Section syndicale des transports d'État qui projette d'ailleurs d'enclencher une grève de 120 heures soit 5 jours ainsi que la saisine des juridictions compétentes pour que force reste à la seule loi.

Selon un document produit par la section syndicale pour la circonstance, l'Agence nationale de la sécurité routière (ANASER) a été créée par l'ordonnance N°09-03/P-RM du 9 février 2009 et ratifiée pour la Loi N°09-006 du 5 juin 2009. Et de poursuivre que du premier Directeur, Mamadou Koné, en passant par Assan Sylla et Sidiki Konaté, le respect de l'accord d'établissement et le Procès-verbal du Conseil d'administration était de mise.

A en croire l'organisation syndicale, à son arrivée, la nouvelle directrice générale s'est illustrée par la violation des textes réglementaires de l'agence. Une situation qui a contribué à plonger la section syndicale, la Commission de gestion et le personnel dans un désespoir total. Car, depuis son arrivée, précise le document, la dame Sacko n'a qu'une seule phrase sur les lèvres : « Je viens de la présidence. J'ai battu campagne pour le président IBK. Je suis de la famille présidentielle », donc pour elle cette posture est une carte blanche pour violer la loi allègrement.

Pour le syndicat, les premiers agents recrutés au compte de l'agence comptabilisent un peu plus de 10 ans d'expérience, donc avec les différents reclassements conformément à l'Accord d'établissement, ceux-ci sont à l'échelon 5 au maximum. « Voilà que madame la présumée envoyée de la présidence arrive sans même chercher à stabiliser les ressources en mettant ainsi les agents au travail, raison principale du départ de son prédécesseur, elle a recruté deux agents en les reclassant automatiquement à l'échelon 12 et 14 qui équivalent respectivement à 24 et 28 ans de service à l'ANASER, des reclassements qui crèvent le plafond parce que les premiers agents avec 10 ans de service sont à l'échelon 5. Alors que le Conseil d'administration n'avait prévu aucun recrutement au titre de l'année 2020 », peut-

on lire dans le document.

Les porteurs excluent de l'organigramme de l'ANASER

Pire, déplore la section syndicale, quelques jours après leur recrutement et avant même que ceux-ci ne terminent leur période de stage, la Directrice générale a décidé de les nommer au poste de responsabilité en violation flagrante de l'accord d'établissement. Plus grave encore, poursuit le syndicat, pour détourner l'attention des plus avertis, elle a pris certains de ses actes de nomination sous l'entête du Président du Conseil d'administration de l'ANASER.

« Des cadres expérimentés qui attendaient des promotions se voient remplacés par des agents inexpérimentés, recrutés seulement quelques jours auparavant et ignorant tout de la sécurité routière. Les agents recrutés par les soins de la directrice ne sont-ils pas des Maliens ou bien sont-ils des super citoyens ? », s'interroge l'organisation syndicale.

Le syndicat ajoutera que pour réussir son coup, la Directrice s'est arrangée à avoir le secrétaire général du comité syndical en nommant ce dernier comme Chef de Service Prévention et Circulation, un poste réservé aux porteurs d'uniforme parce que le détenteur de poste est chargé de faciliter le lien avec la police et la gendarmerie en cas d'accident. Le hic pour le syndicat c'est que l'indélicat syndicaliste est officiellement en congé de formation. Alors qu'en la matière, il devrait être reversé au compte de la fonction publique qui à son tour le met à la disposition de l'agence après avoir été reclassé au grade supérieur comme stipule le Code du travail et l'Accord d'établissement de l'ANASER.

Face à cette injustice, la Section syndicale des Transports d'État et ses comités affiliés projettent une grève de 120 heures soit cinq jours pour demander la suspension pure et simple des financements provenant de la Direction nationale des transports terrestres, maritimes et fluviaux (DNTTMF) et ses services déconcentrés. Aussi, le syndicat compte saisir le Pôle Economique et Financier de la Cour d'appel de Bamako, l'Inspection du Travail et le Tribunal Administratif afin que la loi s'applique dans toute sa rigueur.

■ Mama PAGA



Masque obligatoire dans un pays sans masques : « On nous a dit que c'est obligatoire mais, on ne nous a rien donné Wo »

IBK a enfin fini par rendre le port du masque obligatoire au Mali. Mais, les maliens n'en portent toujours pas : il n'y en a pas !

Le Covid-19 s'est essaimé à partir de Wuhan en Chine pour devenir une pandémie. Sa marche a travers le monde fut inexorable, mais, certains pays résistèrent un moment. Comme le Mali qui fut entouré de tous les côtés sans être atteint. Les maliens avaient commencé à croire leur pays béni de Dieu et à penser qu'il était spécial. Une attente lancinante s'était alors créée : allait-on accueillir le Covid-19 comme tout le monde ou rester une exception. Puis vint le virus. Les plus hautes autorités du pays ont alors pris les choses en main : quelques avions

venus de France (un des pays les plus atteints), et le tour fut joué. Le vol du 20 mars passa beaucoup de remous. Des cargaisons de malades potentiels purent venir semer les germes du mal ici. Et par esprit d'anticipation, de mimétisme surtout, le Conseil de la Défense nationale fut convoqué le 17 mars pour adopter des mesures. IBK avait beaucoup parlé de l'utilité du masque pour se protéger et protéger les autres. Sans évoquer d'obligation à le porter.

Et le 25 mars nous apprîmes en matinée que le Covid-19 était chez nous. Il avait été ques-

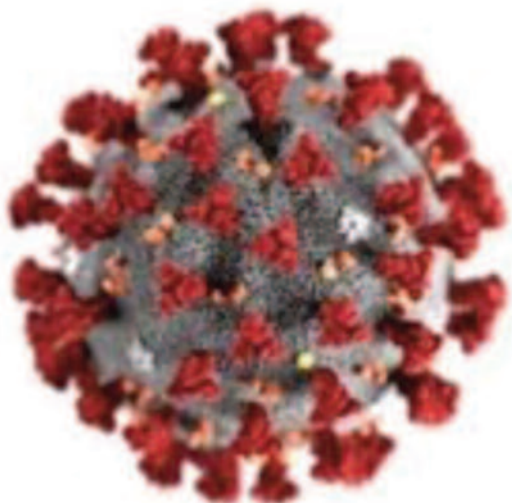
tion, entre autres, de mesures barrières. Avec le masque occupant une place de choix.

Le 10 avril, les maliens ont eu droit à une autre adresse à la Nation où IBK a encore magnifié le port du masque comme mesure barrière centrale. Sans encore une fois évoquer d'obligation de son port. Et c'est là qu'il avait sorti sa formule : « Un malien, un masque ». Il avait indiqué qu'il allait passer des commandes à l'étranger et aussi mettre les tailleurs locaux à contribution.

Un mois et demi après cette adresse à la Nation et la promesse « Un malien, un masque », le Mali est toujours un pays sans masques pour tous.

Et pourtant, la promesse de fournir un masque à tous les maliens a drainé un flot continu de dons en argent et en nature vers le fonds créé, au préalable, par IBK pour recueillir les gestes des généreux donateurs. Et on voit régulièrement des avions venus de l'extérieur débarquer des dizaines de millions de masques, gants, respirateurs, etc.

Or, on a pu assister à des mouvements d'humeur de médecins pour dire qu'ils manquent du minimum pour travailler. À Kayes, on venait déposer la nourriture des médecins sur le bord de la fenêtre ou ils viennent la chercher. Le



tout faute de masques et de gants. Même le gel hydroalcoolique faisait défaut. Les malades internés pour cause de Covid-19 mouraient plus de faim, de moustiques et de manque d'hygiène avant le manque de soin. On leur donnait de la chloroquine sans le complément nécessaire et c'est tout. Mais, on fait beaucoup de tapages avec deux ambulances toutes sirènes hurlantes pour aller chercher les malades chez eux. Tout le quartier est ameuté pour assister à la scène sortie d'un film d'horreur. C'est bon pour impressionner les bailleurs de fonds.

Dans Covid-19, il y a à boire et à manger

Tout se passe comme si les autorités avaient besoin de tapages, de tape-à-l'œil et de statistiques quotidiennes pour générer plus de dons. Le Covid-19 est devenu une vache laitière : il y a à manger et à boire pour hauts placés. Le fonds se remplit et les maliens se demandent tous les jours : « mais, où va tout cet argent et dons en nature ? ». Car, dans les hôpitaux, dans les familles dites vulnérables et dans la rue, on n'en voit pas la trace. Les promesses sont sans suite.



Nous avons traîné le mercredi 13, deux heures durant, sur un espace public au centre de Bamako à partir de midi. Une heure de pointe donc. Objectif : se faire une idée sur le port du masque rendu obligatoire la semaine dernière. Entre 90 et 100 adultes sont en permanence installés en petits groupes sur des chaises, des bancs en bois et en pierre. Certains autour d'un arbre à même le sol. Le va-et-vient est incessant. Les vendeurs ambulants viennent faire une pause et repartir. Un goudron surchargé de circulation borde l'espace public municipal.

Un seul porteur de masque

Durant cette période d'observation, nous avons vu un jeune apprenti de Sotrama (mini car de transport en commun) avec son masque sur le menton. Il criait : « E bi taa ?, e bi taa ? » avec son véhicule déjà bondé de monde sans masques. Idem pour un vendeur de montre-bracelet qui essayait de fourguer sa marchandise à coup de baratins.

Et puis enfin, nous vîmes un monsieur très classe de passage avec un masque noir impeccable qui couvre magnifiquement son nez et sa bouche. Interpellé pour décliner sa profession : « je viens du Grand marché où je possède un magasin de prêt à porter » (de luxe, on nous souffle à l'oreille après son départ). Il gagne suffisamment d'argent pour vouloir mourir.

Pour finir, nous abordons un groupe de 8 personnes tous pères de famille, et nous ciblons un parmi elles qui a l'air très éveillé dans sa chemise-pantalon-soulier bien porté. Pour lui faire la remarque : « Aucun de vous ne porte le masque... ». Il nous renvoie à IBK et à son « un malien, un masque » et justifie : « On nous a dit que c'est obligatoire mais, on ne nous a rien donné, wo ».

Un chef qui ordonne l'impossible récolte forcément la désobéissance.

■ AMADOU TALL

malikile.com



Crise du Nord du Mali : L'état d'Azawad se confirme de plus en plus

Nous avons dit dans un article récent que le Président IBK continue à tromper le peuple malien qui se laisse faire également. Il veut nous faire croire que Kidal se trouve toujours dans le giron malien avec tout ce qui se passe sous nos yeux à savoir l'interdiction aux autorités maliennes de mettre pied à Kidal y compris le Premier ministre et le président IBK lui-même, les administrateurs, également et principalement nos forces armées qui ont été sommées de changer de nom pour regagner en toute discrétion la ville rebelle. Ce qui vient de se passer la semaine dernière confirme que l'existence de l'État de l'Azawad se confirme de plus en plus. La CMA a interdit à un contingent des forces armées reconstituées de faire son entrée à Kidal. En effet selon le quotidien "Le Soir de Bamako" le processus de paix connaît un coup dur avec les actes de sabotage dont se rendent coupables les ex-rebelles. C'est le moins qu'on puisse affirmer après le refus de la CMA de permettre à un contingent de l'armée reconstituée de faire son entrée à Kidal la semaine dernière. Il nous est revenu qu'un bataillon des

forces armées reconstituées devait faire son entrée à Kidal, mais il a été bloqué par des ex-rebelles.

Ainsi, le groupe qui a quitté Gao était resté pendant trois jours dans le désert à Tarkint. À cause du refus de la CMA, le contingent a rebroussé chemin pour se retrouver à Gao. Dans le cadre de la mise en œuvre du processus de paix, il a été convenu de permettre à l'armée reconstituée d'être à Kidal. C'est ainsi qu'un premier bataillon était entré dans l'Adrar il y a plus de deux mois. Le même processus a concerné la ville de Tombouctou où les forces reconstituées sont sur le terrain pour assurer la paix et la sécurité des populations. Il faut préciser que chaque contingent est composé d'éléments de la CMA, de la plateforme et des FAMA. Pour ce qui concerne le bataillon qui devait entrer à Kidal la semaine dernière, la CMA a exigé que le commandement soit assuré par un de ses officiers. Toutefois, la décision d'autoriser les forces armées reconstituées à entrer dans l'Adrar est une volonté qui émane du Comité Technique de l'Accord (CTA). Cette initiative est soutenue par les

partenaires internationaux et les forces françaises qui font le double jeu.

Mais depuis quelque temps, les responsables de la CMA expriment leur mauvaise volonté aux yeux de certains observateurs. Veulent-ils torpiller le processus. À quelle fin ? En plus, à qui profite ce sabotage ? Toutes ces questions méritent d'être posées à la suite du refus opposé par la CMA.

Le régime avait crié tôt victoire avec l'entrée du premier contingent en février 2020 et la visite du Premier ministre Boubou Cissé en mars 2020. Mais attention pendant ce temps et conformément aux dispositions sécuritaires décidées par la CMA et acceptées par le pouvoir, il est interdit aux troupes de l'armée malienne reconstituée de contrôler les groupes armés non enrôlés dans l'armée reconstituée. Enfin, pour le déploiement de l'armée reconstituée la CMA a exigé que toutes les dépenses et les matériels des groupes armés au nord soient supportés par l'État du Mali. Les équipements dont dispose ce bataillon sont lourds et modernes contrairement à ceux de l'armée reconstituée. Pour rappel ce bataillon a trouvé sur place à Kidal, un autre bataillon de 1500 hommes formés aux métiers des armes par les Français sous le couvert de l'armée mauritanienne. Ce bataillon constitué de Touaregs, de Syriens semble-t-il de Mauritanien, de djihadistes reconvertis, a en charge de non seulement protéger Kidal, mais aussi de prouver la présence d'une force azawadienne sous commandement de la CMA. Nous avons eu



l'occasion de voir lors du congrès du HCUA, plus de 150 pick-up Land Cruiser japonais surmontés de fusil 12.7. C'était une partie de ce bataillon dont le camp est situé à 40kms de Kidal du côté ouest qui a fait cette démonstration de puissance.

L'armée malienne n'est pas autant dotée dans cette zone que l'armée azawadienne. Doucement et inéluctablement Kidal se détache du Mali, avec la complicité de ceux qui nous dirigent aujourd'hui. Mais l'histoire jugera tout le monde sur ses faits et ses dits.

Les conditions imposées et acceptées par le régime d'IBK sont les suivantes : c'est ainsi que sur exigence des groupes armés le pouvoir a accepté que 80% des éléments des troupes (armée malienne reconstituée) soient des combattants des groupes armés du nord. À Kidal et dans les zones contrôlées par des groupuscules armés, le commandement militaire de l'armée est exercé par des membres de ces mêmes groupes.

Aussi, les ex-combattants issus du processus de désarmement et de démobilisation choisissent leur localité pour servir. La hiérarchie militaire du Mali n'a aucun pouvoir de mutation des combattants qui sont placés sous l'autorité directe des différents groupes armés.

Selon la volonté des responsables de la CMA (Coordination des mouvements de l'Azawad), en vue de marquer leur autonomie, les ex-combattants issus de la CMA faisant partie de

l'armée malienne reconstituée gardent leur fanion Azawad sur les tenues militaires dans la ville de Kidal.

Aussi, il faut noter qu'il y a 10 jours de cela, le quotidien Indépendant dans sa parution n°4963 du vendredi 8 avril 2020, indiquait que le gouvernement a mis en place un montant de cinquante millions de F CFA pour alimenter le fonds alloué au plan régional de riposte contre le Covid-19. En principe, ce montant est géré par le chef de l'exécutif local avec la participation du directeur régional de la santé.

En apprenant cette nouvelle, la CMA, mécontente de n'avoir pas été associée à cette initiative, a expulsé le directeur régional de la santé et l'un de ses proches collaborateurs de Kidal vers Gao. D'ailleurs, le président en exercice de la CMA, Bilal Ag Acherif, a même fait circuler une "note de service", le 7 avril dernier dans laquelle il indiquait que "sa commission régionale de la santé est" le seul interlocuteur légitime de tous les partenaires intervenant dans le domaine de la santé à Kidal". Celui qui a été installé à la tête de cette commission pour la gestion des fonds n'est autre que l'un des frères aînés du Secrétaire général du HCUA, Attayoud Ag Intalla. Ce dernier dirige aussi la coordination régionale des organisations de la société civile de Kidal.

À noter que la colère des ex-rebelles était aussi à son comble lorsqu'ils ont constaté que des agents de santé à Kidal effectuaient des

prélèvements sur des cas suspects de Covid-19 chez des fonctionnaires de l'ONU sur place. Rappelons que jusqu'ici, Kidal a enregistré cinq cas suspects de Covid-19 qui sont tous membres du personnel de la mission onusienne.

Pour arrondir les angles et apaiser la tension entre les responsables de la CMA et ceux de la direction régionale de la santé, le ministre de la santé, Michel Hamala Sidibé, accompagné d'une forte délégation comprenant des représentants d'organisations internationales, a effectué le déplacement à Kidal. Il s'est entretenu avec les représentants de la CMA pour les convaincre d'accepter le retour des agents de santé, en l'occurrence le directeur régional et son proche collaborateur expulsés vers Gao. Apparemment, un accord a été trouvé pour que la CMA puisse être impliquée dans la gestion du fonds destiné au plan régional de riposte contre le Covid-19. Avec cette nouvelle situation, les agents de santé espèrent juste pouvoir faire leur travail sans être inquiétés. Un pari difficile à tenir au regard de la forte implication des ex-rebelles de la CMA qui n'entendent rien laisser passer au hasard et montrent qu'ils continuent d'exercer leur contrôle sur Kidal. À ce rythme, d'ici une année, l'État d'azawad verra le jour dans sa plénitude sous le régime d'IBK.

■ **Badou S KOBA**



Le hasard n'existe pas en politique : Tous les horizons sont maintenant ouvert pour l'honorable Moussa TIMBINE



Il n'y a pas de hasard en politique, tout se prépare à l'avance, ou les conditions sont créées pour y être. C'est ce qui s'est passé avec l'élection du désormais président de l'Assemblée Nationale. En effet, depuis son accession au pouvoir, le président IBK n'a cessé de prôner la promotion de la jeunesse et cela depuis le choix de trois Premiers ministres de moins de 50 ans (Oumar Tatam Ly, Moussa Mara et Boubou Cissé) et de nombreux jeunes dans les départements ministériels. Avec des résultats mi-figue mi-raisin.

Déclaré battu par le ministère, Moussa Timbiné a refait surface grâce à la prise en compte de ses requêtes par la Cour Constitutionnelle. Du coup, le fils du président, Karim Kéïta, élu en CII du District de Bamako a indiqué la voie à suivre : "Moussa est mon candidat". Depuis lors, il n'y avait plus de surprise pour l'élection de Moussa, un fidèle parmi les plus fidèles du président IBK. Que faut-il retenir de cette élection ?

Il faut noter que Moussa Timbiné s'est marié avec la politique avant de se marier avec sa

femme actuelle. Leader étudiant, il s'est vite engagé dans la politique aux côtés d'IBK et son clan. Malgré les périodes de vache maigre, il lui (IBK) est resté fidèle avec son franc-parler. Acteur parmi les acteurs pour l'élection d'IBK en 2013, il a opté pour l'Assemblée Nationale où il avait occupé le poste de vice-président. Élu ou repêché, Moussa Timbiné fut le choix de la famille présidentielle.

C'est le 11 mai 2020 qu'a eu lieu la rentrée inaugurale des parlementaires de la 6ème législature du Mali. Les travaux se sont déroulés au Centre International de Conférence de Bamako (CICB) sous haute surveillance sécuritaire, avec comme président de séance Abdrahmane Niang, doyen d'âge des élus. À ses côtés ont siégé les deux plus jeunes députés de l'institution. Le perchoir tant attendu a été attribué à Moussa Timbiné au sortir d'un vote à bulletin secret avec 134 voix contre 08 pour Moussa Mara, son challenger, et 03 abstentions.

Moussa Timbiné ne s'arrêtera pas en si bon chemin. Cela se sent à travers sa lutte contre Dr Tréta, l'actuel président du Parti. Le quotidien Le Soir de Bamako dans sa parution du mardi 12 mai 2020, a bien fait de relater la lutte interne entre IBK et Tréta d'une part et d'autre part entre Moussa Timbiné et Dr Tréta. Dans ce duel, qui était en mission de qui ?

Premier secrétaire général du RPM, Dr Bocari Tréta, actuellement président du parti, avait tous les atouts qui le prédestinaient à une belle carrière politique après l'avènement d'IBK à la tête de l'État. Mais la participation du Dr Tréta dans le premier mandat d'IBK l'a fragilisé. Son image sera ternie quand il a été cité dans le scandale autour des engrais frelatés. Depuis cette affaire, cette figure du RPM formée à l'université Patrice Lumumba de Moscou éprouve du mal à marcher tête haute sur la scène malienne. Ses ennuis seront aggravés quand il a nourri l'ambition de briguer le poste de député en Commune V où le jeune Moussa déjà a fait un premier mandat.

Tréta a voulu se présenter d'abord chez lui à Ténenkou où les populations l'avaient mis en garde. Pour s'imposer en Commune V, il comptait sur l'influence du Maire Amadou Ouattara, Secrétaire général de la section V RPM. L'élu de la Commune V paiera le prix fort de son soutien à Dr Tréta dans cette tentative puisqu'il sera mis à l'écart à la faveur d'une conférence de section qui a permis au président du bureau

politique de la jeunesse RPM de prendre le contrôle de ladite section. Une humiliation que le maire Ouattara n'a pas du tout digérée. Aussi, cette humiliation justifie-t-elle son implication aux élections législatives 2020 dans la commune contre le jeune Moussa Timbiné.

La bataille pour le contrôle du perchoir nous a fait découvrir le fossé entre ces personnalités du RPM. Lors de la réunion du bureau politique pour convenir du choix d'un candidat à présenter au président fondateur, Dr Tréta a fait apparaître sa préférence pour Mamadou Diarrassouba. Cet acte, certains l'ont condamné ; ils l'ont boudé. C'est dans ces conditions que le jeune Timbiné a réitéré sa candidature. Sans doute, le jeune député avait le soutien de Karim Keita. Dans une sortie à la veille de la rentrée parlementaire, le fiston national a clarifié sa position en confirmant ne pas convoiter ce poste. L'ancien président de la commission de défense avait indiqué son soutien à Moussa Timbiné. Ce qui fut fait, car aujourd'hui Moussa Timbiné est le détenteur du perchoir. Avec cette consécration du jeune tisserand, qui travaille dans l'ombre au sein du noyau dur pourra atteindre son objectif : organiser un congrès extraordinaire pour prendre le contrôle du RPM. Bientôt il sera le président du Parti si Dieu le veut. Cette élection au perchoir de l'Assemblée Nationale nous a révélés, le chemin balisé par IBK pour le plus jeune président de l'Assemblée Nationale du Mali depuis 1960 en la personne de Moussa Timbiné et pour quelle fin ?

Décidé à réviser coûte que coûte la Constitution, avec Moussa au perchoir, IBK aura une grande marge de manœuvre. Alors, en parvenant à la révision, le pouvoir du Mali aura un autre visage. Car, ce serait Karim Keita qui va prendre les rênes du Sénat dont la création tient à cœur IBK comme les prunelles de ses yeux. À défaut de parvenir à cette fin, tout sera mis en œuvre pour que Moussa qui est un membre de la famille puisse lui succéder. Alors, on peut, sans risque de se tromper affirmer qu'IBK prépare avec promptitude sa succession.

■ **Siramakan KEITA**



Ali Nouhoum Diallo : **«Le projet était que Soumaila Cissé ne revienne même pas à l'Assemblée »**

Le Mali sort d'élections législatives mitigées qui se sont soldées par la rentrée parlementaire ce lundi. Un scrutin qui mérite une évaluation de ceux qui ont vécu les époques du Mali indépendant depuis le 22 septembre 1960. Nos confrères de Nouvel Horizon ont approché le Professeur Ali Nouhoum DIALLO, un précurseur, afin qu'il éclaire la nouvelle et l'ancienne génération. Occasion pour lui de s'exprimer sur la gestion du covid 19, l'implication des religieux en politique ainsi que l'alternance. Pour ce qui est du Kidnapping de l'honorable Soumaila Cissé, l'ancien président de l'Assemblée nationale y voit un complot programmé dans une classe politique devenue de plus en plus hypocrite.

NOUVEL HORIZON : Quel regard portez-vous sur la tenue des récentes élections législatives ?

Pr ALI NOUHOUM DIALLO : D'abord le regard que je porte est critique. Quand il y a entre deux concurrents, au minimum 9000 voix de différences, je pense à Sikasso, et que malgré tout on annule jusqu'à ce qu'on puisse amener à l'assemblée nationale un voleur patenté, c'est la plus grande des hypocrisies. Il était en prison tout le monde le sait. Il est sorti de prison il est allé au RPM. Ce que la constitution et la loi organique, créent en la cour constitutionnelle, confère aux neuf sages, c'est de constater la régularité ou l'irrégularité

des élections. Et si la cour constate l'irrégularité telle que ça met en cause la sincérité des élections, la solution est de dire on annule et on recommence dans cette circonscription, ou dans ce bureau de vote, ou dans ce centre. Annuler et proclamer quelqu'un d'autre élu, c'est se substituer au peuple Malien. L'ancien président de l'assemblée nationale (moi-même) qui a passé son temps à leur dire : « chers collègues, un de ces jours à force d'augmenter toujours les indemnités de session, et de majorer vos indemnités parlementaires, qui sont vos salaires, le peuple malien comprendra qu'on a amené le plat national à l'assemblée. Vous avez la grande louche pour partager ce plat, et vous vous attribuez toujours les plus grosses parts. Si tel est le cas, chacun va vouloir être parmi ceux qui partagent ». Mais vous verrez des gens, parce qu'ils ont de l'argent, acheter les mandats des députés. Et l'assemblée risque demain d'être composée de gens riches. Même s'ils sont sincères. Les commissions de travail, vont maigrir, et les hommes de qualité seront de plus en plus rares pour élaborer nos lois. Donc attention ressaisissez-vous honorables députés. Arrêtez cette session d'octobre, cessez la loi des finances et commencez toujours par augmenter vous, vos indemnités de sessions et vos indemnités parlementaires. Il faut arrêter cela. Il est arrivé des moments, où je n'étais plus président et des députés venaient me voir : « Vraiment aujourd'hui Ali, fais tout pour ne pas parler. Si Dieu t'a fabriqué de telle manière que les biens de cette terre ne t'intéressent pas, fou-nous la paix ». À l'époque des journaux avaient titré « flaké dimina, wa a tara » (rires)

NOUVEL HORIZON: Hadi Niangadou a fait un audio pour « clasher » Oumar Mariko en lui disant que son combat n'est pas un combat pour la démocratie. Mais plutôt un combat pour l'argent. Sachant qu'un député gagne au moins 600 000 000 de FCFA en cinq ans ; de quoi vraiment se battre pour devenir député.

PR. ALI NOUHOUM DIALLO : Je ne dirai plus rien par rapport à ce que j'ai déjà dit (rire). J'ai dit avant aujourd'hui ce que je voyais se profiler à l'horizon. Je ne joue pas au devin, mais la formation que j'ai reçue de tous mes parents biologiques et non-biologiques, cette formation a fait que je vois venir les événements. Et

comme depuis que j'ai dit, « j'ai peur de Dieu », je n'ai plus fait un deuxième aveu. Je n'ai peur de personne si ce n'est Dieu. Qu'est-ce qu'ils peuvent me faire ? M'empêcher d'être riche ?

NOUVEL HORIZON : Fallait-il maintenir les élections législatives malgré le contexte de coronavirus ?

PR. ALI NOUHOUM DIALLO : Je persiste et je signe, il fallait les organiser. Quand tout un peuple a été réélu, et ce peuple a dit « nous ne voulons plus de l'actuelle assemblée, nous voulons d'une nouvelle assemblée. » Deux choses seulement étaient possibles : Premièrement, dissoudre cette assemblée, après lui avoir fait voter une loi d'habilitation qui précise que le gouvernement est autorisé à légiférer par ordonnance, jusqu'à ce que les conditions d'élection d'une nouvelle assemblée soient réunies. Première possibilité. Deuxième possibilité, faire ce que le gouvernement a fait, et avec lequel j'étais d'accord. Évidemment, vous avez interrogé un médecin, en ces temps de coronavirus, je suis persuadé, que les Maliens ne votent pas. Or si les Maliens ne votent pas, il n'est pas du tout difficile à des hommes honnêtes et à des femmes honnêtes, de faire observer la distance entre les électeurs. Ce n'est pas difficile. Le jour du vote au moins, d'avoir dans les bureaux de vote, du savon, le gel etc., ce n'est pas impossible. C'est beaucoup plus difficile de faire accepter par Hanane KEITA TRAORE et semblables, qu'il faut fermer les mosquées.

J'avais un neveu ici, vice imam de Kalaban Coro, qui disait que lui n'a jamais vu dans le Coran ou dans les hadiths, une dérogation qui permet que dans certaines circonstances, de fermer les mosquées. Au contraire, il y a une AYATE (verset) qui dit « Les anti religieux, un de ces jours vous obligeront à fermer les mosquées ». Et la philosophie de fond de tout ça, c'est que c'est Dieu qui sauve. C'est Dieu qui sauve, mais quand même attachez vos chameaux. C'est Dieu qui sauve, mais attention faites des enclos pour vos bétails. Donc je dis les mosquées non fermées, alors que la Mecque a fermé, alors que Médine a fermé, alors que beaucoup de mosquées en Europe ont été fermées. Si je prends ces deux cas, c'est les sunnites et les chiites qui ont fermé. Même s'ils sont maintenant en train de ré-ou-

vrir, mais ils ont quand même fermé. Vous maliens vous estimez que vous avez plus de foi que tout le monde. Vous dites que vous, votre référence n'est pas la Mecque.

Or, admettons, on a dit « tournez-vous vers la sainte mosquée, tournez-vous vers la Kaaba ». Je note avec tristesse, les chefs de la Umma islamique malienne n'ont pas une connaissance aussi profonde que ça de l'islam. Ils n'ont pas de connaissances scientifiques qui les amènent à modifier leurs pensées, leur vision, leur lecture de l'islam. Il ne faut jamais oublier que dans le Coran toutes les fois que quelque chose de nouveau était arrivé au prophète (PSL), il a dit « attendez, attendez » et une Ayate descendait pour régler le problème. Mais le prophète n'est plus. Le temps de la prophétie est fini. Il nous a dits « consultez-vous », la consultation, la concertation. C'est ça qu'il nous a laissé comme moyen de palier à son absence. Donc il y a des choses qui faisaient que le danger sur le plan coronavirus était plus du côté des mosquées, des marches que du côté des élections. Maintenant ceux qui votent, il n'est pas difficile de les discipliner. Si les médecins s'y mettent, si les juges s'y mettent, si les préfets s'y mettent, ce n'est pas difficile. Voilà pourquoi je ne regrette pas qu'on les ait organisés. Voilà pourquoi je félicite Ibrahim Boubacar Keita, je félicite Boubou Cissé, d'avoir respecté la volonté des hommes et des femmes qui les ont élus.

Nous étions à la conférence d'entente nationale, toute l'alliance pour la démocratie était là ! Adema était là. Quand Ibrahim Boubacar Keita s'est permis de dire, au petit soir, sur la base des interventions qu'il n'y a pas eu de consensus sur le problème de l'azawad. D'abord sur place, il y a eu des réactions, le lendemain dès que Madame Sy Kadiatou Sow a pu disposer des documents de la conférence d'entente nationale, elle a pu dire « lisez ces documents-là », il est dit clairement, l'azawad en tant que concept politique a été rejeté par la conférence d'entente nationale. L'azawad, en tant qu'espace recouvrant les deux tiers du territoire national du Mali a été rejeté, par l'ensemble. L'Azawad en tant que espace compris entre Taoudenit, Araouane, Intilit, s'il plait aux habitants de cet espace de s'appeler Azawad, ou d'appeler l'espace Azawad et de s'appeler azawadiens, grand bien leur fasse. Dans le Mali, il y a des gens de Djitoumou, il y a des gens de Bélédougou, il y a des gens du Macina,

il y a des gens du Wassoulou, etc. Donc sur la base du document, sorti de la conférence d'entente nationale, toutes les fois que Ibrahim Boubacar Keita dira que la volonté du Mali n'a pas été respectée on dira non, ce n'est pas vrai. Dans ce Mali, nous avons rarement des hommes politiques qui sortent de la personnalisation. Regarde comment ras bath a manipulé tout le monde : « Boua ka bla », « Boua ta bla » ; au point que « Boua » lui-même a trouvé que ça, ça lui sert. « Boua ta bla », « Boua ka bla pour que djon fa ka ta » (rires) ? Donc c'est une façon de personnaliser la situation et ça, ça me peine. De voir que rarement les gens sont au niveau des principes. Le Coran a dit, la Thorah a dit, l'Évangile a dit, Buddha a dit, Confucius a dit, ...

À la veille de l'élection présidentielle de 2018, l'Adema, nous sommes allés rencontrer toute l'opposition autour de Soumaila. C'est Diabaté qui représentait Tièbilé, le CNID, je ne sais pas qui était là, en tout cas les FARE, c'est Modibo en personne qui était là. Le MCD était là, bref, il y avait tout le monde, même Mountaga. C'était au siège du chef de file de l'opposition. Je les ai écoutés, écoutés, et à la fin, j'ai demandé la parole. Kadiatou SY me connaissait bien, a pris soin de dire, « c'est en tant que doyen qu'il va parler » (rires). J'ai dit, mais, chacun d'entre vous dit « unissons-nous, unissons-nous », mais chacun en fait dit unissons-nous derrière l'autre. Parmi nous tous qui sommes présidentiables, qui a le plus grand nombre de députés ? Qui a le plus grand nombre de conseillers municipaux ? Qui a le plus grand nombre de maires ? Qui a le plus grand nombre de présidents de conseil de cercle ? En quelques sortes, qui est le mieux implanté d'entre nous ? Si vous êtes Incapables de ça, aucun de vous n'arrivera au pouvoir. Si vous ne changez pas ce que j'ai vu aujourd'hui, entendu aujourd'hui, aucun de vous n'arrivera au pouvoir. Que je sois le dernier des analystes politiques si vous ne changez pas de cap, aucun de vous n'y arrivera ». Donc j'invite mes petits frères à réfléchir. Je souhaiterais bien l'alternance, mais aucune alternance n'est possible si chacun de vous voit midi à sa porte.

NOUVEL HORIZON : Le gouvernement est acculé par ces manifestations après la déclaration des résultats par la cour constitutionnelle. Plus d'un mois après son kidnapping, est-ce que le chef de

file de l'opposition n'est pas oublié avec tout ce qui se passe sur l'échiquier politique et social ?

Pr ALI NOUHOUM DIALLO : Je ne vends pas un secret, je ne divulgue pas un secret extraordinaire, en disant qu'à la demande de l'URD, Ousmane Issoufi Maïga est venu me voir pour me demander d'être dans une cellule de crise dont il vient d'être nommé président. Après deux heures de discussion, j'ai compris qu'il s'agissait d'une cellule de consignes autour du Premier ministre. J'ai compris cela et je n'irai pas plus loin, parce que on s'est dit des choses. Mais quand j'ai compris qu'ils constitueront une cellule qui va juste informer le PM, mais que la vraie cellule de crise est constituée des services de renseignements du Mali, j'ai dit, tout mon itinéraire m'interdit d'accepter qu'on me traite de simple agent de renseignements. Mais quand j'ai compris, qu'ils constitueront une cellule qui va juste informer le PM, mais que la vraie cellule de crise est constituée des services de renseignements du Mali, j'ai dit, tout mon itinéraire m'interdit d'accepter qu'on me traite de simple agent de renseignements. À partir de ce moment-là, je me suis mis en retrait. Je me garde maintenant, honnêtement, de juger les initiatives. De juger le président de la République, de juger les initiatives de l'URD, de juger les initiatives des jeunes qui sont venus me voir, d'ailleurs je vais les appeler pour qu'on se voie demain (rires). J'ai décidé de faire ce que je peux pour contribuer à la libération d'un homme que j'aime beaucoup. Et je crois faire partie des compétences de ce pays pouvant participer à trouver des solutions aux graves problèmes que le Mali connaît.

NOUVEL HORIZON : Professeur vous croyez que le blocage par rapport à la libération de Soumaila Cissé se situe à quel niveau ?

Pr ALI NOUHOUM DIALLO : Le blocage est à tous les niveaux. Si j'ose dire. Voyons déjà nous les musulmans. Il y a Hamadou Kouffa qui est un sous-fifre d'Iyad Ag Ghali. C'est quelqu'un que personnellement, je considère comme un simple sous fifre, d'Iyad Ghali. Et du coup les massacres comme la guerre se sont arrêtés. Les massacres aujourd'hui, ce sont les massacres de nos soldats, les mas-

sacres de deux communautés, les peuls et les dogons. Autour de quoi, de quelle façon devons-nous pratiquer la religion musulmane au Mali au 21^e siècle ? Et c'est ce dont le prophète Mohamed, paix et salut sur lui, redoutait l'avènement après sa mort. Ces sectes agissent et ne se comprennent pas. Ce qui fait que, à mon avis, il est difficile que la nation d'abord se mette d'accord sur une seule voix, et l'Etat, les religieux, les politiques se mettent d'accord que quand il y a un problème national comme celui de la libération de Soumaila Cissé, il faut que tout le monde se mette d'accord, et parle d'une seule voix. Les Hamadou Kouffa et les Iyad ne reçoivent que les mêmes envoyés par la nation, et les autorités aujourd'hui en charge de la gestion de la Nation. Nous sommes tombés dans la méfiance généralisée, personne ne fait confiance à personne. Et chacun croit que c'est lui le saint et les autres sont des diables. Nous nous livrons à des amalgames de toute sorte, dont un des plus connus : tous les Peuls sont des djihadistes. J'ai beau asséner avec d'autres que tous les Peuls ne sont pas que Djihadistes, et tous les djihadistes ne sont pas que peuls. Il y a des Keita, des Ongoïba, de Coulibaly, etc. Et si nous nous mettons à disséquer nous verrons que les plus radicaux sont des néophytes de la religion. Un autre facteur de blocage est notre inculture.

NOUVEL HORIZON : Que pensez-vous de la théorie de certains qui disent que seule l'implication de l'imam Mahmoud Dicko est nécessaire pour libérer Soumaila Cissé ?

Pr ALI NOUHOUM DIALLO : Moi je pense ce que j'ai dit déjà. Il faut que toute la nation se mette d'accord. Il faut éviter de croire que c'est un seul individu qui peut faire quelque chose.

NOUVEL HORIZON : Honorable, quatre ans après la signature de l'accord rien n'a bougé. Or, l'accord a pour incidence des réformes institutionnelles que la nouvelle législature doit prendre en compte et ça sera le cas. Vous y étiez farouchement opposé. « Touche pas à ma constitution », qu'en est-il aujourd'hui ?

Pr ALI NOUHOUM DIALLO : Et je n'ai pas



changé d'avis ! Encore une fois, toutes les fois où une nation se réunit, et se met d'accord sur quelque chose, il y a au moins un patrimoine qui est là. Un jour les historiens vont dire, « quand le peuple malien s'était réuni et qui s'est dit telle ou telle chose ce jour-là, c'est eux qui avaient raison ». Même toutes les anomalies, les irrégularités constatées dans ces élections procèdent de cette volonté. Quand on a enlevé Soumaila, j'ai dit, l'enlèvement de Soumaila Cissé participe de la volonté d'une tactique de faire élire Mohamed Dofana, Kel Tamasheq du cercle de Niafounké. J'avais dit cette tactique aussi est une stratégie générale de faire en sorte que dans l'espace appelé Azawad, une minorité démographique se substitue à une majorité, et que cette minorité démographique devienne la majorité parlementaire et démographique, pour faire aboutir le projet

de diviser notre pays. Dans le meilleur des cas en deux morceaux. Dans le pire des cas en trois voire quatre morceaux.

En deux morceaux : l'azawad et le reste qui s'appellera le Mali.

En trois morceaux : l'azawad, le Macina et le reste qui s'appellera le Mali

En quatre morceaux : l'azawad, le « pays dogon », le Macina, et le reste qui s'appellera le Mali.

Ce qui me frappe c'est que les hommes politiques pensent plus à leur propre intérêt que le Mali. Tant que les hommes et femmes politiques que nous sommes ne penserons pas plus le Mali qu'à nous-mêmes, rien ne sera réglé.

NOUVEL HORIZON : Honorable, vous avez parlé du Macina et du « pays Dogon ». Or dans cette zone, on a des candidats qui

sont venus sous l'étiquette « Mali qui bouge » mais en réalité sont de Dana Ambassagou, et qui finalement ont été élus. Ils vont occuper un poste que 10 ans 20 ans plus tôt vous aviez occupé. Ils vont être des élus nationaux. Est-ce que leur arrivée à l'assemblée n'est pas un tournant, un déclic ?

Pr ALI NOUHOUM DIALLO : Tu crois que leur arrivée va ramener la paix ? Je vais te dire ceci, il y a eu un jour un communiqué des députés des huit cercles de la région de Mopti. Ces députés-là se sont intitulés « les députés du pays Dogon », les députés du peuple Dogon. Je rappellerai toujours à l'ordre, quand quelqu'un se levait et disait « je suis député de Koro », je dis non ; tu es député de la nation malienne élu à Koro. Hélas, je constate que

peu de journaux ont condamné ce communiqué. Peu d'entre vous se sont érigés furieux contre des gens qui sont sensés parler au nom de toute la nation malienne. Dire qu'ils ne parlent qu'au nom des Dogons. Ce sont les extrémistes qui disaient que quiconque se permet d'avoir un peuhl sur sa liste, dans cette zone qu'ils ont baptisé « pays Dogon », alors qu'avant on disait la falaise des dogons, le plateau dogon, on ne disait jamais le « pays dogon ». Mais attention les zones exondées (cercle de Bandiagara, Koro, Bankass, Douentza) sont les quatre cercles exondés, qu'ils ont baptisé pays dogon.

NOUVEL HORIZON : Quel bilan faites-vous du gouvernement actuel de large ouverture qui arrive vers sa fin de mission ?

Pr ALI NOUHOUM DIALLO : Moi je ne suis pas dans ça. Je suis dans : que penses-tu d'ouvriers, de travailleurs qui ne se soucient pas de la qualité du fruit de leur travail ? Voilà des enseignants, qui ne se soucient nullement de la qualité du produit des écoles. Tous les ans que Dieu fait le niveau baisse, et tous les ans que Dieu fait, ils font des grèves. Et vers la fin pour avoir beaucoup d'heures supplémentaires, beaucoup d'argent, ils disent « sauvons l'année », jamais « sauvons l'école ». Et il vous arrive de cautionner des choses comme ça. Des gens qui ne se soucient pas de la qualité des ressources humaines du Mali. Et notre administration est bourrée d'hommes incompetents aujourd'hui. À tous les niveaux. Vous avez des juges aujourd'hui sans aucune qualité morale. Des préfets : regarde le préfet de Hombori, il disparaît ce jour-là (Ndlr : jour des élections). Il n'ouvre même pas les bureaux de vote, il a le culot au petit soir d'amener une urne remplie et de dire « voilà les résultats de Hombori », alors qu'il n'a pas ouvert les bureaux de vote. Alors que le pouvoir sait que les bureaux n'ont pas été ouverts. Il n'y a pas eu de vote ! Dans le Djaptodji, il n'y a pas eu de vote à Boré. Boré un simulacre de vote, mais on estime que le cercle de Douentza a voté à 98%. Ce sont nos préfets sortis de nos écoles de nos facultés qui font ça. Même l'AEEM de 90' qui a abouti en 91', est meilleure. Oumar Mariko, aujourd'hui son problème, c'est de ne pas être à Sikasso parce que Kolondiéba, c'est trop petit. Et de là-bas, le RDA est né à

Sikasso. Modibo Keita y était. Donc de faire bouger Sikasso pour que Sikasso fasse bouger Bamako pour que ce pouvoir tombe.

Aucun de la classe politique, ou très peu, pensent à la nécessité d'une culture institutionnelle au Mali. Quelqu'un est élu, critiqué proposé, laissez terminer les mandats, évitez les coups d'Etat qui nous mettent toujours en retard. Toujours ! c'est un éternel recommencement. Or, celui qui n'est pas au pouvoir est pressé, surtout celui qui sait que par la voix des votes il a peu de chances.

Il y a tout ça qui constitue les blocages pour la libération de Soumaila Cissé. Soumaila libre, surtout malgré les efforts faits, il reste élu dès le 1er tour avec 62 %. Sinon le projet, c'était qu'il ne revienne même pas à l'assemblée. Alors que le projet profond contre Soumaila a été retenu, mais ça a raté. Ce projet-là je me demande si beaucoup n'étaient pas d'accord. Tous ceux qui étaient dans l'opposition : tu n'as pas remarqué qu'ils n'ont pas donné de consignes de vote en 2018 ? Dès lors qu'eux ne sont pas allés au deuxième tour, qui d'entre eux a franchement donné une consigne de vote ? Ça veut dire quoi ? Vous combattez un homme (IBK), vous dites qu'il est zéro, vous dites, c'est lui qui est responsable de tout. C'est lui seul (IBK) qui va au second tour avec un des vôtres (Soumaila Cissé) aucun de vous n'a le courage de donner des consignes claires. Donc aucun de vous ne veut que ce monsieur gagne.

NOUVEL HORIZON : Les élections législatives viennent de finir, l'Adema est la deuxième force. Et par A + B la majorité absolue ne pourra s'acquérir que par les voix des listes.

Pr ALI NOUHOUM DIALLO : Quelqu'un est venu un jour me titiller et me dire à ton avis, est-ce que tu crois que le parti Adema doit aller à l'opposition ? J'ai dit « je ne le souhaite pas ». Les témoins de la discussion ont dit « président tu ne réponds pas à sa question. Est-ce que tu penses que le parti Adema ira ou n'ira pas ? » J'ai dit, il me pose une question à laquelle je ne peux pas répondre. Qu'il aille la poser à Tiemoko Sangaré, à Adama Sangaré aux Empé, etc. Comme tu le sais, après les élections, les « puriste » du parti Adema ont fait une réunion au Bessis (cabinet de Bouba-car Alpha Bah Djibril) nous avons fait une dé-

claration ou nous disons « nous ne sommes pas fiers de la façon dont ces élections se sont déroulées, nous condamnons la conférence qui a eu lieu pour investir Ibrahim Boubacar Keita. En tout cas nous autres, il n'est pas notre candidat, et nous ne voterons pas pour lui ». Quand vous suivez les événements politiques, essayez de suivre la conduite des fondateurs du parti Adema. Je ne dis pas que Tiemoko n'en est pas un, je ne dis pas que Adama Tiemoko n'en est pas un, mais nous prétendons en être aussi, Madame Sy Kadiatou Sow et moi-même. Bouba-car Alpha Bah nous a hébergés ce jour-là, mais il n'a pas signé. Donc oui ou non le parti Adema, pour la stabilité du pays, je souhaite que le parti Adema soit avec le RPM. Parce que moi le pays m'intéresse plus que toutes les coteries. Je sais que toutes les élections qui se sont déroulées de 1992 à nos jours, ont montré que les fragments les plus importants du parti Adema viennent toujours en tête. Au gré des circonstances, quand nous sommes au pouvoir, c'est nous d'abord, puis le RPM et etc. Aujourd'hui, c'est le RPM qui est au pouvoir donc ce sont eux d'abord, puis nous, après l'URD. Mais ce sont toujours les fragments importants de ce parti qui sont au pouvoir.

NOUVEL HORIZON : Est-ce que ces fragments ne peuvent pas se reconstituer ?

Pr ALI NOUHOUM DIALLO : Il est souhaitable, j'y travaille de toutes mes forces. Mais ce sera très difficile parce que ce sont les intérêts qui ont divisé les hommes. Et faire demain en sorte qu'ils aient les mêmes intérêts ce sera très difficile.

NOUVEL HORIZON : Quel conseil donneriez-vous à IBK vu ce contexte ?

Pr ALI NOUHOUM DIALLO : Le premier conseil que je lui ai donné je lui ai dit : Manassa et son équipage vous ont mis dans des sales draps, il faut y faire face. Et que Dieu te protège.

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR TRAORÉ HANANE KEÏTA, DIRECTRICE DE PUBLICATION

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Diéma : «SALAWALÉ», Pas qu'une simple fête des enfants

Le "salawalé" est une pratique traditionnelle qui existe depuis les temps immémoriaux. Elle consiste, à partir du 10^e jour du mois de ramadan, pour les enfants âgés de 8 à 15 ans, de se réunir toutes les nuits en petits groupes séparés, garçons et filles, pour se rendre dans les maisons et demander de l'aumône à celles qu'ils appellent les "denba gnuma", (les mères de bon cœur en français). Cette coutume ancestrale, qui permet de renforcer la cohésion sociale et la solidarité au sein des communautés, garde toujours ses valeurs intrinsèques, surtout dans le pays profond. Les filles, leurs rôles consistent à entonner des chansons à l'honneur du Prophète Mohamed (Paix et Salut sur Lui) et sa fille, Fatoumata (Louange à Elle).

L'une d'entre elles, chargée du "Ji dundun", tapote sans cesse, à l'aide de deux bâtonnets, longs et solides, une petite calebasse renversée dans un récipient, généralement une grande calebasse ou une tasse en plastique, remplie d'eau. De leur côté, les garçons, eux, se comportent en véritables bouffons. Vêtus avec des sacs de céréales confectionnés, chapeaux en paille placés sur la tête, ils se livrent à une

danse propre à eux, claudiquant et tournoyant en rond. Si ce spectacle fait tordre Sané de rire, cette autre femme, renvoie les badauds, qui viennent souvent perturber son sommeil, avec leur litanie, "Aw ma yogoro yé wa Yogoro sè kotiobé, Yogoro bolo kotiobé..." qui sonne glas dans les oreilles.

Ils n'en finissent pas, ces gamins, de se dandiner, "jigui dianga solo", famaden pogotigi". Tout à coup, un enfant se vautre dans la poussière, puis devient calme, sans le moindre mouvement, ressemblant à un cadavre. Alors ses compagnons se mettent à implorer en ces termes : "musso ni ma bo dondonli sara", traduction «femme si tu ne sors pas, la guêpe maçonnerie vient de rendre l'âme...» faisant allusion à l'enfant resté sans signe de vie. Ce dernier demeure dans cette posture jusqu'à ce que le cadeau arrive, mil, riz, arachide, pièces de monnaie, etc.

Mais rarement, ils acceptent les restes d'aliment. Une fois le cadeau reçu, l'enfant étalé à terre, bondit sur ses deux jambes. Dans le cas contraire, si les enfants ne gagnent rien dans une maison, certains, les plus incrédules, maudissent, préfèrent même des invectives à l'en-

contre des occupants. Certains vont jusqu'à répliquer «Nous ne sommes pas des affamés, mais c'est par respect de la coutume que nous faisons ça».

Koria donne, sans arrière-pensée, chaque fois que des enfants pénètrent dans sa maison. Cette femme pieuse soutient que tout ce qu'on donne pendant ce mois béni, est doublement récompensé par Dieu.

C'est pourquoi, Koria est allée monnayer son billet de banque afin d'avoir des jetons qu'elle distribue aux enfants. Ces moments de retrouvailles ne se passent pas sans histoires. Il arrive parfois que, par provocation, des garçons pourchassent des filles et les dépouillent de leurs butins. Bandiougou est un conservateur et il aime le « salawalé ».

«Les avantages du "salawalé", explique l'homme sont multiples. Ce brassage permet aux enfants de se connaître, de se récréer et de partager des moments de joie. Cela ne peut que renforcer la solidarité au sein de la société. Rares sont les personnes de notre âge qui ne se sont pas pliées à cet exercice durant leur enfance», souligne-t-il. Pour lui, le "salawalé" est une pratique qui doit être perpétuée. «Nous devrions consentir plus d'efforts pour mieux sauvegarder nos coutumes et nos mœurs qui sont menacées de disparition».

■ Ouka BA



Guinée Conakry : Une répression violente sous couvert de coronavirus ?



Harcèlement, intimidations, arrestations arbitraires... L'ONG Human Rights Watch accuse le gouvernement guinéen de profiter de la pandémie de Covid-19 pour réprimer les opposants à la réforme constitutionnelle.

Le gouvernement guinéen s'est défendu contre les accusations d'usage abusif de la force sous couvert de Covid-19. Il a aussi accusé l'ONG Human Rights Watch de parti-pris systématique pour l'opposition, pourtant responsable des violences selon lui.

Le nombre de cas de contaminations officiellement déclarés a passé les 2.000, s'établissant à 2.009 pour 11 décès, selon un nouveau bilan. L'augmentation rapide des chiffres suscite l'inquiétude dans un pays d'environ 12 millions d'habitants durement éprouvé par Ebola entre fin 2013 et 2016.

Human Rights Watch a accusé les forces de sécurité d'avoir poursuivi les actes de harcèlement et d'intimidation et les arrestations ar-

bitraires de membres de l'opposition après l'apparition du Covid-19 en mars. Disant s'être entretenue avec une trentaine d'interlocuteurs, l'ONG a exprimé dans un communiqué publié le 29 avril l'inquiétude que "le gouvernement instrumentalise la crise sanitaire comme excuse pour réprimer la dissidence et bafouer les droits humains".

Cette période a vu les autorités maintenir des législatives et un référendum constitutionnel controversés qui ont été émaillés de violences le 22 mars.

Dans une première réaction publiée vendredi 8 mai, le ministère de la Sécurité récuse les mots de répression "violente" contre l'opposition et parle "d'opérations de maintien de l'ordre". Il réfute aussi "catégoriquement" que les arrestations de membres de l'opposition aient été arbitraires.

Certes il y a eu des morts le 22 mars, mais toutes les violences de ce jour-là "résultent des actions du FNDC pour empêcher des ci-

toyens guinéens d'aller voter", dit le ministère.

Le Front national pour la défense de la Constitution est le collectif qui mène depuis des mois la contestation contre une réforme de la Constitution et contre le projet prêté au président Alpha Condé de briguer, à 82 ans, un troisième mandat fin 2020. Des dizaines de civils ont été tués dans la protestation.

Le ministère n'exclut pas "d'éventuels dérapages" de membres des forces de sécurité. Mais il accuse Human Rights Watch de passer sous silence les exactions qu'il impute à l'opposition ainsi que les efforts des autorités pour améliorer le comportement des policiers et des gendarmes. Il taxe les ONG des droits humains d'avoir "tendance à systématiquement dénoncer seulement le gouvernement".

L'impunité des forces de sécurité guinéennes est un grief constant des différentes ONG de défense des droits humains.

(COVID-19) Afrique de l'Ouest : 21.278 cas d'infection au coronavirus selon un bilan établi à 21h30 GMT du 13 mai

Voici le bilan des cas d'infection au COVID-19 établi par Xinhua mercredi à 21h30 GMT pour l'Afrique de l'Ouest :

Le Ghana compte 5.408 cas confirmés, 24 morts et 514 guéris.
Le Nigeria compte 4.787 cas confirmés, 158 morts et 959 guéris.
La Guinée compte 2.372 cas confirmés, 14 morts et 856 guéris.
Le Sénégal compte 2.105 cas confirmés, 22 morts et 782 guéris.
La Côte d'Ivoire compte 1.912 cas confirmés, 24 morts et 902 guéris.
Le Niger compte 860 cas confirmés, 49 morts et 658 guéris.
La Guinée-Bissau compte 836 cas confirmés, 3 morts et 26 guéris.
Le Burkina Faso compte 773 cas confirmés, 51 morts et 592 guéris.
Le Mali compte 758 cas confirmés, 44 morts et 412 guéris.
La Sierra Leone compte 387 cas confirmés, 21 morts et 97 guéris.
Le Bénin compte 327 cas confirmés, 2 morts et 83 guéris.
Le Cap-Vert compte 289 cas confirmés, 2 morts et 67 guéris.
Le Togo compte 219 cas confirmés, 11 morts et 96 guéris.
Le Liberia compte 213 cas confirmés, 20 morts et 101 guéris.
La Gambie compte 23 cas confirmés, 1 mort et 10 guéris.
La Mauritanie compte 9 cas confirmés, 2 morts et 6 guéris.

Le bilan des cas d'infection au COVID-19 en Afrique de l'Ouest établi par Xinhua à 21h30 GMT est de 21.278 cas confirmés, 448 morts et 6.161 guéris.



 **SAER
EMPLOI**
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

**DES
GESTION
RESSOURCES
HUMAINES**

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

Nos expatriés : Agueissa Diarra en route pour l'hexagone ?

Trois clubs français sont en contact avec l'agent de la meilleure réalisatrice de la première édition du Tournoi UFOA des Dames. Il s'agit de l'En-Avant Guingamp, de Fleury et Montpellier.

L'attaquante des Super Lionnes d'Hamdallaye, Agueissa Diarra, rejoindra-t-elle l'Europe la saison prochaine ? La question mérite d'être posée, quand on sait que depuis quelques mois, l'internationale malienne est suivie par des clubs français. Parmi ces équipes figurent l'En-Avant Guingamp où évolue son ancienne coéquipière chez les Lionnes, Aissata Traoré, Montpellier et Fleury. Toutes ces formations évoluent en première division française.

L'attaquante des Aigles Dames a été l'une des joueuses les plus en vue de la première édition du Tournoi UFOA des Dames qui s'était déroulée en Sierra Leone, marquant 7 buts en 5 matches, avec en prime, le trophée de meilleure réalisatrice de la compétition (la sélection nationale féminine s'est hissée en finale, avant d'échouer face au Sénégal, 0-3).

Les prestations de la joueuse des Super Lionnes ont sans doute été suivies par les clubs étrangers, notamment français et il y a fort à parier que la canonnière quitte le Mali dans les prochains mois, voire les prochaines semaines pour aller monnayer son talent à l'étranger.

Dans une interview accordée la semaine dernière au site Cafonline, l'ancienne sociétaire de Super club, a confié que son agent est en contact avec les trois clubs français cités plus haut, ajoutant que pour le moment, elle n'arrive pas à choisir.

«Je suis flattée du fait que ces clubs (Guingamp, Montpellier et Fleury) s'intéressent à moi, j'espère que mon agent trouvera rapidement un accord avec l'un d'eux», a indiqué Agueissa Diarra. «C'est difficile de faire un choix entre ces trois équipes, mais j'avoue honnêtement que j'ai un petit penchant pour Guingamp où évolue mon ancienne coéquipière Aissata Traoré. Ce serait formidable

qu'après les Super Lionnes, on se retrouve dans un même club», a glissé la meilleure réalisatrice du Tournoi UFOA des Dames

Agueissa Diarra a commencé sa carrière à Super club de notre regretté Issa Camara dit Super. Elle passera sept ans dans ce club, avant de rejoindre les Super Lionnes d'Hamdallaye du président Papa Séyan Keïta en 2017. Animatrice principale de la ligne d'attaque des Aigles Dames avec Bassira Touré, elle est considérée comme l'une des joueuses les plus douées de sa génération. Son intelligence dans le jeu, sa vitesse d'exécution et surtout son efficacité devant les buts ont fait d'elle un élément incontournable du dispositif tactique du sélectionneur national, Mohamed Saloum dit Housseï.

«Dans la société malienne où les femmes reçoivent peu ou pas de soutien pour faire du sport, les parents s'opposent souvent au football des filles. Cela n'a pas été mon cas, je peux même dire que c'est grâce à ma famille, notamment mon frère-aîné et ma sœur-aînée qui m'ont permis d'être là où je suis aujourd'hui. Non seulement ces deux personnes m'encouragent à faire du sport, mais en plus,

mon frère-aîné m'accompagne très fréquemment aux séances d'entraînement», a fait remarquer l'attaquante des Super Lionnes, avant de revenir sur la finale perdue face au Sénégal au Tournoi UFOA des Dames.

«C'est un très mauvais souvenir. Certes, j'ai réalisé un grand tournoi sur le plan individuel, en inscrivant 7 buts en 5 rencontres et en remportant le trophée de meilleure butteuse de la compétition. Mais le fait d'avoir échoué en finale m'a beaucoup touchée», a avoué l'internationale malienne qui a commencé à taper dans le ballon dès l'âge de 7 ans, sous la houlette de feu Issa Camara.

Parlant de la prochaine CAN-féminine, Agueissa Diarra martèlera que cette compétition sera placée sous le signe de la revanche pour la sélection nationale. «Nous devons affronter le vainqueur du match Sénégal-Libéria qui était prévu au mois d'avril mais qui a été reporté pour cause de la Covid-19. Personnellement, je vois l'équipe sénégalaise au second tour et j'ai hâte de retrouver ce pays, après notre lourde défaite au Tournoi UFOA. Ce sera le match de la revanche pour nous et mes coéquipières et moi, allons tout faire pour décrocher le billet de la phase finale.

Que ce soit le Sénégal ou le Liberia, notre objectif est clair : c'est la qualification pour la CAN», martèle la joueuse de 22 ans (Agueissa Diarra est étudiante en 2^e année, droit privé) qui a participé à sa première CAN en 2018 au Ghana où le Mali a été éliminé en demi-finale.

■ Djènèba BAGAYOKO





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous aurez vent de certains bruits de couloir à votre sujet qui ne seront pas très positifs. Comme cela ne sera pas la première fois, vous n'y prêterez pas une attention particulière. Bien vous en prendra, car ils s'évanouiront encore plus vite.

Vous mettrez au clair certaines situations financières qui ne seront pas très claires ! Vous adopterez une conduite moins brute de pomme pour obtenir satisfaction, mais vous devrez être ferme, sinon, on n'écouterait que d'une oreille vos revendications.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Aujourd'hui, vous ferez face à des désaccords qui seront de moins en moins gérables. En refusant ou en ne pouvant pas trouver un terrain d'entente, une promotion pourra vous passer sous le nez, et profiter à un collègue beaucoup plus conciliant.

Votre trésorerie sera à flux tendu... Le moindre petit pépin vous mettra dans un profond embarras ! Pour ne pas en arriver à cette extrémité, vos dépenses fonctionneront au ralenti. Cela ressemblera furieusement à un rationnement généralisé...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Rien de tel qu'un nouveau départ ! Vous voilà sur les starting-blocks ! Rien ne vous décourage. Un changement de service ou une nomination arrive ! Ce que vous attendez depuis longtemps se concrétise. Vous devriez changer de bureau ou d'équipement !

Un peu de sagesse est vivement conseillée ! Vous craquez facilement pour les petits plaisirs. La somme des dépenses pèse lourd ! Votre salaire continue de partir très rapidement ! Pas d'inquiétude pour autant. Vous vivez légèrement au-dessus de vos moyens !



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Mercury subit aujourd'hui un transit qui empêche la bonne productivité dans vos actes. Votre esprit est confus, et vous pourriez même avoir des soucis de mémoire ! Pas terrible pour une belle efficacité professionnelle, vous avez connu mieux.

Vous faites preuve d'une très belle lucidité dans ce domaine, et vous êtes conscient des problèmes qui pourraient survenir. Des projets sont en cours, et votre perspicacité est telle qu'ils ont de grandes chances d'aboutir de façon positive.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous ne pourrez pas sortir du bureau aussi tôt que prévu. Vous aurez des dossiers à finaliser impérativement avant le week-end. Vous jouerez contre la montre, d'autant plus qu'une réunion de dernière minute s'imposera et en plus, elle s'éternisera.

En suivant votre intuition, vous pourriez réaliser une affaire financière qui vous fera économiser quelques euros et en gagner aussi. Votre sixième sens vous sera également utile pour ne pas donner suite à une proposition que vous estimerez douteuse.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, dans votre travail, vous passerez du lévrier à la tortue. Entre les dossiers à retravailler et les coups tordus des collègues, vous allez passer du rire aux larmes sans même vous en rendre compte... La roue tournera, mais plus dans le bon sens.

Contrairement à beaucoup de gens, votre priorité ne sera pas d'avoir un maximum de billets... Aujourd'hui, vous utiliserez vos deniers pour vous faire plaisir, sans pour autant, selon une expression un peu familière, partir en cacahuète... Ouf !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des difficultés de concentration peuvent arriver. Le carré Lune/Mercure vous perturbe, et vous empêche d'avoir les idées claires. Vous ressentez un manque d'efficacité, ça vous contrarie et vous rend nerveux. Essayez de reporter tout travail qui peut attendre.

À vouloir un peu trop vous amuser, vous risquez de dépenser plus que de raison ! Attention, votre esprit a tendance à s'éparpiller, à cause du mauvais transit de Mercure. La lucidité vous fait défaut, et votre jugement s'en ressent, soyez vigilant.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Des difficultés de concentration peuvent arriver. Le carré Lune/Mercure vous perturbe, et vous empêche d'avoir les idées claires. Vous ressentez un manque d'efficacité, ça vous contrarie et vous rend nerveux. Essayez de reporter tout travail qui peut attendre.

À vouloir un peu trop vous amuser, vous risquez de dépenser plus que de raison ! Attention, votre esprit a tendance à s'éparpiller, à cause du mauvais transit de Mercure. La lucidité vous fait défaut, et votre jugement s'en ressent, soyez vigilant.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Rien n'ira de soi dans votre secteur professionnel. Après quelques petits instants de découragement, vous reprendrez confiance. Vous plancherez avec méticulosité chaque dossier un à un, afin qu'il ne s'y glisse pas d'erreurs préjudiciables à l'entreprise.

Si vos dépenses auront laissé un trou dans votre budget, vous allez le remettre à niveau. Vous changerez des détails dans votre consommation quotidienne. Vous ferez de petites économies qui auront au final une grande influence sur vos finances.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

On pourra vous faire la promesse de bénéficier d'un statut revalorisé, mais aussi la quasi-certitude de devoir repousser d'une semaine ou deux vos prochaines vacances... Côté formation, elle sera soit décidée, proposée ou carrément imposée !

Vous allez dispatcher vos sous entre les impératifs liés à l'entretien de votre foyer, les besoins de vos proches, comme par exemple les études, et vos économies, selon ce qu'il restera ! Ami Capricorne, vous agirez de cette manière chaque mois...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous êtes motivé et cela se voit ! Votre supérieur peut vous convier. Un rendez-vous inattendu peut tomber. Il a pour objectif de vous faire gravir les échelons. Cette proposition s'annonce une opportunité. Il faut réfléchir vite pour la saisir !

Faites attention à vos dépenses. Elles sont multiples et sous l'impulsion ! Les gadgets vous attirent. Votre salaire suffit à couvrir les charges. Ne vous tracassez pas. Même avec un découvert, le déséquilibre sera bref. Vous parvenez à garder la stabilité.



Poisson (19 février - 21 mars)

La Lune dans votre signe, carré à Mercure, vous empêche d'avoir une belle sérénité au bureau. Effectivement, vous n'avez pas les idées claires, et la concentration vous fait défaut. Vous n'arrivez pas à atteindre vos objectifs, ça vous agace fortement !

Mars rentre dans votre signe, apportant une belle vitalité. Mais l'impatience peut aussi arriver, et vous voulez que les choses aillent vite ! C'est un peu ce qui se passe dans vos finances, la patience est requise, ne soyez pas trop pressé !

Promo Box Wifi 4G

Malitel
Proche de vous



Jusqu'à 32 appareils
connectés en simultané

15 Go
offerts

-50%
sur les frais de
la Box



Jusqu' au 31 mai 2020

De l' Internet très haut débit à domicile à partir de **9 500 FCFA/mois**
avec des forfaits allant **jusqu'à 100 Go***

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official